

Population, éducation et développement

Rapport concis



Nations Unies

Population, environnement et développement

Rapport concis



Nations Unies New York, 2003

NOTE

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant aux tracés de leurs frontières ou limites.

L'expression « pays » employée dans le texte de la présente publication s'entend aussi des territoires et des zones.

Les appellations « pays développés », « pays moins développés », « zones développées », « zones moins développées », « régions développées » et « régions moins développées » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement une opinion quant au stade de développement de tels pays ou de telles zones.

ST/ESA/SER.A/226

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

Numéro de vente : F.03.XIII.11

ISBN 92-1-251112-8

Copyright © Nations Unies, 2003

Tous droits réservés

Imprimé par la Section de la reproduction
de l'Organisation des Nations Unies, New York

Préface

Le présent rapport a été établi comme suite à la résolution 1995/55 du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1995, par laquelle le Conseil a approuvé le mandat et le programme de travail pluriannuel établi par thèmes et priorités qui avaient été proposés par la Commission de la population et du développement à sa vingt-huitième session¹. Conformément au programme de travail pluriannuel, qui devait constituer un cadre pour l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement², une nouvelle série de rapports sur l'un des thèmes spéciaux retenus seraient établis chaque année. Dans sa décision 2000/13 du 30 mars 2000, la Commission a décidé que le thème spécial retenu pour 2003 serait « Population, éducation et développement », et c'est ce thème qui fait l'objet du présent rapport.

Le rapport contient, sous forme résumée, des renseignements récents touchant à la population, à l'éducation et au développement. Il couvre des thèmes tels que les tendances en matière de population, d'éducation et de développement; l'éducation et l'entrée dans la vie procréative; les liens entre l'éducation et la fécondité; les liens entre l'éducation, la santé et la mortalité; et les liens entre l'éducation et les migrations internationales. Il montre que l'éducation non seulement est un élément décisif pour le bien-être de chacun, mais encore joue un rôle essentiel dans le développement national. L'éducation donne aux individus les moyens de faire des choix et de prendre des décisions, notamment en ce qui concerne leur travail, leur lieu de résidence, la taille de leur famille, leur santé, leur mode de vie et leur épanouissement personnel. La combinaison de ces choix et décisions individuels a un impact considérable sur la population dans son ensemble.

À la demande du Conseil économique et social, la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies prépare chaque année un rapport sur le suivi des questions de population à l'échelle mondiale consacré au thème retenu pour la session de la Commission durant l'année considérée. Le rapport intégral est accompagné d'une version résumée, le « Rapport concis ». Chacun de ces rapports est présenté à la Commission et examiné par celle-ci avant d'être révisé pour publication. Population, éducation et développement : rapport concis est la version révisée du rapport concis sur le suivi des questions de population à l'échelle mondiale pour 2003 (E/CN.9/2003/2).

Le présent rapport a été établi par la Division de la population et du développement du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La Division de la population apprécie la contribution de l'Institut international de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à l'élaboration du chapitre premier.

Veillez adresser toutes demandes d'informations complémentaires au bureau de M. Joseph Chamie, Directeur de la Division de la population, Nations Unies, New York, 10017, États-Unis d'Amérique.

Notes

- ¹ *Documents officiels du Conseil économique et social, 1995, Supplément No 7 (E/1995/27), annexes I et II.*
- ² *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.
- ³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1999, Supplément No 5 (E/1999/25)*, chap. I, sect. C; et *ibid., 2000, Supplément No 5 (E/2000/25)*, chap. I, sect. B.

Table des matières

	<i>Page</i>
Préface	iii
Notes explicatives.	vii
Introduction	1
<i>Chapitre</i>	
I. Tendances en matière de population, d'éducation et de développement	4
II. Éducation et entrée dans la vie procréative	22
III. Liens entre l'éducation et la fécondité	30
IV. Éducation, santé et mortalité	35
V. Éducation et migrations internationales	40
VI. Conclusions	46
<i>Tableaux</i>	
1. Population mondiale, par grande région (1950-2050)	7
2. Répartition de la population d'âge scolaire (6-23 ans), par grande région (1950-2050)	8
3. Projection de la variation de la population d'âge scolaire entre 2000 et 2050, dans neuf pays en développement très peuplés	10
4. Taux bruts et nets de scolarisation et indice de parité entre les sexes, par région, 1999/2000.	13
5. Estimations et projections des taux d'analphabétisme des adultes et des jeunes adultes, et écart entre les deux sexes : 2000 et 2015	17
6. Pourcentage de femmes et d'hommes de 20 à 24 ans qui, à 20 ans, ont déjà été mariés ou ont eu des relations sexuelles, et pourcentage de femmes de 20 à 24 ans qui, à 20 ans, ont eu une première grossesse, en fonction du niveau d'études	23

7. Pourcentage de femmes de 20 à 24 ans ayant eu des relations sexuelles avant 18 ans et entre 18 et 19 ans, en fonction du niveau d'études	25
8. Proportion de femmes de 20 à 24 ans ayant eu leurs premiers rapports sexuels ou leur première grossesse avant 20 ans, et proportion d'hommes de 20 à 24 ans ayant eu leurs premiers rapports sexuels avant 20 ans, en fonction de la situation matrimoniale et du niveau d'études	26
9. Taux actuel d'utilisation des moyens et méthodes de contraception les plus répandus, en fonction du niveau d'instruction, chez les femmes de 15 à 19 ans et les hommes de 20 à 24 ans ayant une vie sexuelle active	28
10. Évolution de la proportion de femmes de 20 à 24 ans qui, à 20 ans, avaient déjà été mariées, avaient commencé leur activité sexuelle ou avaient eu leur première grossesse, en fonction du niveau d'instruction (1987, 1990 et 1998)	29
11. Indice synthétique de fécondité des femmes en fonction du niveau d'instruction dans les pays les moins développés.	31
12. Nombre d'étudiants étrangers inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, variation annuelle en pourcentage, proportion d'étudiants étrangers par rapport au nombre total d'étudiants et proportion d'étudiantes parmi les étudiants étrangers, par pays d'inscription, 1990 et 1998	43

Figures

I. Indice conjoncturel de fécondité par nombre médian d'années d'études	2
II. Espérance de vie à la naissance par nombre médian d'années d'études	3
III. Indice synthétique de fécondité (ISF) moyen, ISF désiré et taille idéale de la famille en fonction de l'éducation des femmes, dans les pays en développement	34
IV. Populations migrantes et non migrantes âgées de 15 ans ou plus, par niveau d'instruction, dans quelques pays	41

Notes explicatives

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres.

Les signes suivants ont été employés systématiquement dans les tableaux :

Trois points (...) indiquent soit que l'on manque d'informations, soit que les informations en question n'ont pas été fournies séparément.

Un double tiret (–) indique que le montant est nul ou négligeable.

Un trait d'union (-) indique que la rubrique est sans objet dans le cas considéré.

Le signe (-) placé devant un nombre indique, sauf mention contraire, une diminution.

Une virgule (,) indique les décimales.

Un trait d'union (-) entre deux millésimes, par exemple 1995-2000, indique qu'il s'agit de la période tout entière (du 1er juillet de la première année mentionnée au 1er juillet de la dernière année).

Sauf indication contraire, le terme « dollar » s'entend du dollar des États-Unis.

Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ou pourcentages indiqués dans les tableaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs éléments.

Le groupe des pays les moins avancés se compose actuellement des 48 pays dont les noms suivent : Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.

Introduction

Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies considère l'éducation comme l'un des éléments essentiels qui sous-tendent le développement humain et le progrès de la société. Le droit à l'éducation est proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948)¹, et l'importance de l'éducation pour l'évolution de la population et l'épanouissement individuel a été rigoureusement affirmée lors des grandes conférences et sommets des Nations Unies. La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, réunie à Jomtien (Thaïlande) en 1990, a énoncé des objectifs et des stratégies en faveur de l'éducation pour tous. Récemment, lors du Forum mondial sur l'éducation (Dakar, 2000), du Sommet du Millénaire et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, en 2001, la communauté internationale a explicitement reconnu que l'éducation, en particulier l'enseignement primaire, est indispensable au progrès social et démographique, à un développement économique durable et à l'égalité des sexes. L'enseignement primaire pour tous et l'élimination des inégalités auxquelles sont confrontées les femmes en matière d'éducation comptent parmi les objectifs les plus importants de la Déclaration du Millénaire de l'ONU (2000)².

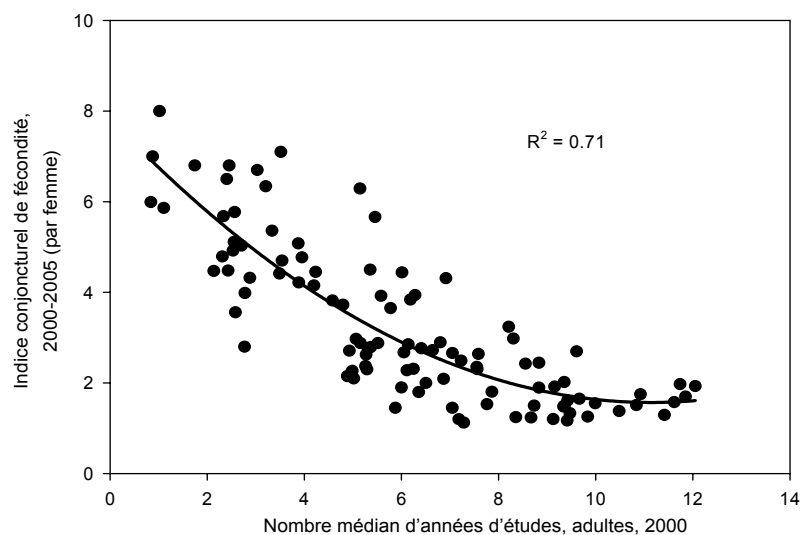
L'importance de l'éducation a également été soulignée lors des diverses conférences internationales sur la population. Le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (1994)³ a appuyé l'objectif de l'éducation pour tous établi à Jomtien en définissant plusieurs objectifs quantitatifs ayant trait à l'éducation, notamment l'élimination de l'analphabétisme, et en lançant également un appel en faveur de l'éducation pour tous avant 2015 (par. 11.6) et de la suppression de l'écart entre les taux de scolarisation des garçons et des filles dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 (par. 11.8). En 1999, les principales mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement⁴ ont en outre défini un objectif intermédiaire, à savoir atteindre, d'ici à 2010, un taux net de scolarisation dans le primaire d'au moins 90 % pour les enfants des deux sexes (par. 34), l'attention étant appelée sur les efforts particuliers qui devraient être faits afin d'accroître les taux de rétention des filles aux niveaux primaire et secondaire (par. 34).

Les études en matière de population ont établi de longue date que l'éducation conditionne fortement un grand nombre de comportements démographiques. Il est apparu que la généralisation de l'éducation au sein d'une population donnée joue, à long terme, un rôle important dans la transition démographique de taux de fécondité élevés à des taux faibles.

Caldwell (1980), en particulier, a estimé que les taux de fécondité ne pouvaient rester longtemps élevés dans aucune société ayant instauré une « éducation de masse », c'est-à-dire une fois qu'une majorité d'enfants étaient scolarisés. Les tendances observées plus récemment ont généralement confirmé cette thèse (Lloyd, Kaufman et Hewett, 2000).

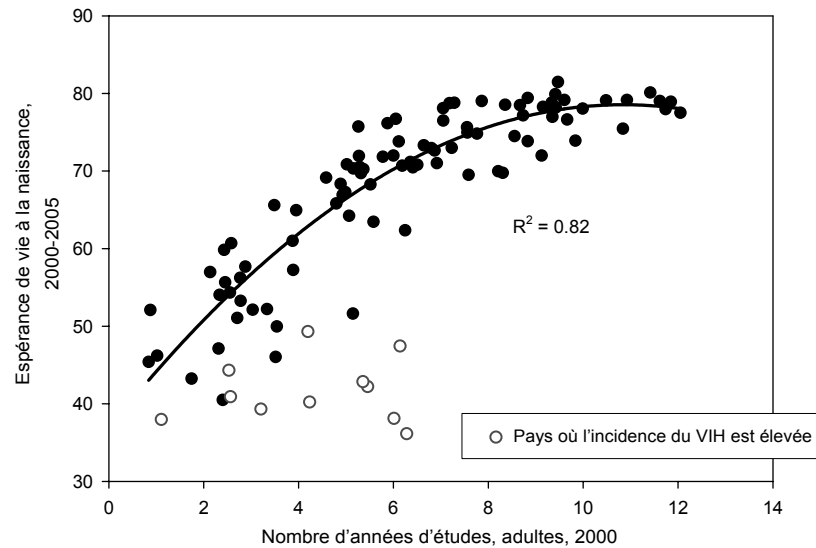
À l'heure actuelle, le niveau d'instruction est fortement lié aux différences entre les pays en termes de taux de fécondité et de mortalité (courbes I et II). En général, les recoupements entre pays peuvent refléter les effets de l'éducation sur la démographie et les effets des facteurs démographiques sur l'éducation ainsi que les effets conjoints d'autres facteurs dont chacun est susceptible d'influencer les variables en matière à la fois d'éducation et de démographie. En fait, un nombre substantiel d'études est consacré à chacune de ces relations essentielles et il est généralement admis que l'éducation influence les facteurs démographiques tout en subissant elle aussi, à la longue, leur influence.

Figure I
Indice conjoncture de fécondité par nombre médian d'années d'études



Source : R.J. Barro et J. Lee, International Data on Educational Attainment: Updates and Implications, CID Working Paper, No 42 (Cambridge, Massachusetts, Harvard University, 2000); et World Population Prospects: The 2000 Revision, vol. I, Comprehensive Tables (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.XIII.8 et Corr.1).

Figure II
Espérance de vie à la naissance par nombre médian d'années d'études



Source : R.J. Barro et J. Lee, International Data on Educational Attainment: Updates and Implications, CID Working Paper, No 42 (Cambridge, Massachusetts, Harvard University, 2000); et World Population Prospects: The 2000 Revision, vol. I, Comprehensive Tables (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.XIII.8 et Corr.1).

Remarque : Les pays où l'on estime que l'incidence du VIH est supérieure à 10 % parmi les adultes de 15 à 49 ans sont traités séparément et ne sont pas inclus dans l'équation de régression.

Le présent rapport passe en revue et met à jour les liens entre l'éducation et les principaux domaines de la démographie, en privilégiant l'entrée dans la vie reproductive; la fécondité, le nombre d'enfants désiré et la planification familiale; la mortalité et la santé; et les migrations, en particulier les migrations internationales. On y examine également les progrès réalisés quant aux objectifs liés à l'éducation pour tous.

I. Tendances en matière de population, d'éducation et de développement

Si les liens entre population, éducation et développement sont connus depuis longtemps, l'importance qui leur est accordée est variable. Pendant les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, de nombreux gouvernements ont placé l'éducation en tête de leurs priorités et les systèmes d'éducation se sont rapidement développés. Toutefois, à partir des années 80, les économies défailtantes, le fardeau du service de la dette et les programmes d'ajustement structurel ont mené certains pays à réduire la part des services publics, y compris de l'éducation. C'est généralement dans les pays en développement que le budget de l'éducation a le plus souffert et que, dans certains cas, les taux de scolarisation ont baissé, en particulier en Afrique subsaharienne. Parallèlement, la manière d'envisager le développement a elle aussi évolué, une place plus large étant faite à l'éducation. Toujours pendant la même période, les économistes spécialistes du développement se sont surtout intéressés à la croissance de la production [produit national brut (PNB)] en tant qu'indicateur de progrès, et plus spécialement aux questions relatives à l'industrialisation et au commerce en tant que facteurs déterminants de la croissance. Si l'on s'accordait alors certainement à reconnaître qu'il était impossible d'atteindre un niveau élevé de développement économique lorsque la majorité de la population était analphabète, les modèles économiques formels négligeaient généralement le fait que le « capital humain » contribue à la croissance économique, mais cette position a progressivement changé. De plus en plus d'économistes ont constaté que le capital humain – en particulier l'éducation et la santé – représente un avantage économique pour l'ensemble de la société. Par ailleurs, le concept de développement a entièrement évolué et s'est élargi pour inclure dans une plus vaste perspective les liens entre le développement socioéconomique, la pauvreté et l'environnement. Il est également plus largement admis que bien au-delà de ses effets économiques, l'éducation contribue à favoriser les avancées vers d'autres objectifs, notamment une meilleure santé et une plus grande longévité, l'épanouissement personnel, la participation à la société civile et la possibilité d'accéder à un plus large éventail d'avantages.

La recherche sur les taux de rendement économique de l'éducation vise généralement à déterminer les bénéfices qu'en retire soit la société tout entière, soit l'individu. À l'échelle des ménages, il apparaît que l'éducation fait accroître les revenus des individus dans divers contextes, bien que l'importance des bénéfices varie avec le temps et selon le lieu. Psacharopoulos et Patrinos (2002), après avoir évalué un bon nombre d'études consacrées à des pays ayant atteint différents niveaux de

développement, ont conclu que le taux de rendement individuel moyen de l'éducation primaire s'établissait à 27 %. Lorsque des pratiques traditionnelles ou d'autres facteurs limitent la participation des femmes à la main-d'oeuvre ou les types d'emplois qu'elles peuvent exercer, le rendement économique d'investissement en faveur de l'éducation des filles est faible. Dans l'ensemble, toutefois, la scolarisation des femmes est plus rentable que celle des hommes.

En ce qui concerne les rendements sociaux, de récentes études ont confirmé, à quelques exceptions près, l'existence d'un lien général et étroit entre la scolarisation, la productivité et la croissance économique. D'autres études ont examiné, au-delà de l'impact de l'éducation, les effets de ruissellement sur la croissance du produit intérieur brut (PIB), qui ne sont normalement pas pris en considération. On s'est également aperçu que lorsque chaque travailleur a une productivité accrue, celle de ses collègues s'améliore, et qu'un degré d'instruction élevé encourage la découverte, l'adaptation et l'utilisation de moyens de production plus efficaces. Mingat et Tan (1996) ont déterminé que les taux de rendement variaient selon le niveau non seulement de scolarisation mais également de développement : dans les pays à revenu faible, l'éducation primaire est le meilleur investissement; dans les pays à revenu moyen, où l'éducation primaire tend déjà à être plus largement répandue, c'est l'accroissement des investissements dans l'enseignement secondaire qui est socialement plus rentable; enfin, dans les pays à revenu élevé, l'enseignement universitaire a le rendement le plus élevé. Autrement dit, les pays à revenu faible doivent accorder la priorité à l'enseignement primaire pour ce qui est de l'allocation des ressources sur la base de ces données. La Banque mondiale a estimé, en 1995, que de nombreux pays avaient mal réparti leurs ressources entre les différents sous-secteurs de l'enseignement, en privilégiant les niveaux secondaire et universitaire.

D'autres études consacrées au rôle de l'enseignement primaire dans l'atténuation de la pauvreté et la réduction des écarts de revenus ont très largement conclu que l'enseignement primaire est en ce sens un précieux outil d'intervention au service notamment des couches sociales les plus démunies.

Les investissements dans l'éducation et la formation présentent également d'autres avantages. C'est ainsi que des études ont révélé que l'enseignement primaire contribuait à une meilleure gestion des ressources naturelles et à l'accélération de l'adaptation et de l'innovation technologique, et que l'éducation favorisait une plus grande diffusion de l'information, facteur crucial d'accroissement de la productivité.

Quelle influence la taille de la famille exerce-t-elle sur le niveau d'instruction des enfants? Les études sur la question ont souvent révélé des effets qui, statistiquement parlant, ne sont pas significatifs, mais lorsque ces effets sont significatifs le taux de scolarisation et le niveau d'instruction des enfants issus de familles nombreuses sont généralement plus faibles. Les résultats donnent à penser que le lien entre la taille de la famille et le niveau d'instruction est tenu par rapport à celui qui existe entre le niveau d'éducation et d'autres facteurs tels que l'indigence des ménages, qui affectent individuellement la scolarisation des enfants. Le rapport entre la taille de la famille et les ressources consacrées aux enfants varie selon le niveau de développement, la phase de transition démographique, le montant des dépenses publiques sociales et les facteurs culturels. Dans certains pays, les naissances non souhaitées sont un frein aux études et l'une des principales causes d'abandon scolaire chez les filles.

Comment les pays en développement ont-ils réussi à satisfaire aux exigences de l'enseignement face à une croissance démographique rapide? En dépit des pressions démographiques subies par de nombreux pays en développement entre 1960 et 1980, les effectifs scolaires ont augmenté à un rythme sans précédent, les taux d'inscription scolaire ont crû et la taille des classes a généralement baissé. Schultz (1987) a constaté que par rapport au revenu par habitant, les taux d'inscription n'étaient pas plus faibles dans les pays où le pourcentage d'enfants d'âge scolaire était élevé. Les effets de l'augmentation rapide de la population d'âge scolaire sur la qualité de l'enseignement sont moins manifestes. Les données nationales montrent que l'augmentation des dépenses scolaires ne découle généralement pas de l'accroissement de la taille de la cohorte d'enfants d'âge scolaire; autrement dit, les dépenses par enfant d'âge scolaire tendent à diminuer là où la « pression démographique » s'accroît. L'étude de Schultz a révélé que les ratios enseignants-élèves tendaient à être un peu plus faibles et les salaires des enseignants et les dépenses publiques par enfant plus encore, lorsque le nombre des enfants d'âge scolaire était relativement important. Il ressort de l'étude de Mingat et Tan (1998), basée sur des données recueillies de 1975 à 1993, que les pays plus nantis consacraient davantage de ressources à l'éducation de chaque enfant d'âge scolaire et que leur charge démographique plus faible contribuait à leur conférer un avantage de 17 % à 32 %. De brèves poussées de la taille de la cohorte des enfants se sont parfois traduites par des effectifs scolaires pléthoriques et des pénuries d'enseignants, comme ce fut le cas aux États-Unis après l'explosion de la natalité qui a marqué les années 1950 et 1960.

Évolution de l'ensemble de la population et de la population d'âge scolaire

Les efforts pour élargir l'accès à l'enseignement ont coïncidé avec une forte croissance démographique. Aucun siècle avant le XXe n'avait enregistré une telle explosion démographique. La population mondiale est passée de 1,6 milliard d'habitants en 1900 à 6,1 milliards à la fin du siècle, cet accroissement s'étant essentiellement produit après 1950. Cette croissance rapide a été entraînée par une baisse considérable de la mortalité, en particulier dans les régions moins développées. La baisse de la mortalité ayant précédé celle de la fécondité dans la plupart des régions, le rythme d'accroissement de la population s'est accéléré. La population mondiale s'est accrue de près de deux fois et demie depuis 1950, avec un taux annuel record de 2,04 % entre 1965 et 1970 et des accroissements annuels records de 86 millions d'individus entre 1985 et 1990 (tableau 1).

Tableau 1
Population mondiale, par grande région (1950-2050)

<i>Grande région</i>	<i>1950</i>	<i>1975</i>	<i>2000</i>	<i>2025</i>	<i>2050</i>
	<i>Population (millions d'habitants)</i>				
Monde	2 519	4 066	6 057	7 937	9 322
Régions plus développées	814	1 048	1 191	1 219	1 181
Régions moins développées	1 706	3 017	4 865	6 718	8 141
Afrique	221	406	794	1 358	2 000
Asie	1 399	2 397	3 672	4 777	5 428
Europe	548	676	727	684	603
Amérique latine et Caraïbes	167	322	519	695	806
Amérique du Nord	172	243	314	384	438
Océanie	13	21	31	40	47

Source : *World Population Prospects : The 2000 Revision*, vol. I, *Comprehensive Tables* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.XIII.8 et Corr. 1).

À l'instar de la population, les effectifs d'âge scolaire ont augmenté rapidement (tableau 2). Bien que les systèmes scolaires varient, les élèves des écoles primaires sont généralement âgés de 6 à 11 ans, ceux des

établissements secondaires de 12 à 17 ans et ceux des universités de 18 à 23 ans. En 2000, la population d'âge scolaire (6 à 23 ans), soit 2 milliards d'individus, était 2,3 fois plus nombreuse qu'en 1950. Entre 1950 et 1975, ce groupe de population a même augmenté plus rapidement que l'ensemble de la population, et son pourcentage par rapport à celle-ci est passé de 35 % en 1950 à 38 % en 1975, avant de retomber à 34 % en 2000. Entre 2000 et 2050, la population d'âge scolaire devrait augmenter à un rythme plus faible, pour atteindre 2,3 milliards en 2050 (soit 25 % de la population totale), selon les projections démographiques établies sur la base de la variante moyenne de l'ONU.

Tableau 2
**Répartition de la population d'âge scolaire (6-23 ans),
par grande région (1950-2050)**

<i>Grandes régions</i>	<i>1950</i>	<i>1975</i>	<i>2000</i>	<i>2025</i>	<i>2050</i>
	<i>Millions</i>				
Monde	887	1 538	2 043	2 248	2 335
Régions plus développées	252	316	284	226	222
Régions moins développées	635	1 222	1 759	2 022	2 113
Afrique	87	167	334	537	660
Asie	515	951	1 258	1 304	1 273
Europe	170	199	173	117	103
Amérique latine et Caraïbes	64	133	189	196	193
Amérique du Nord	47	81	79	83	95
Océanie	4	7	9	10	11
	<i>Pourcentage</i>				
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Régions plus développées	28,4	20,5	13,9	10,0	9,5
Régions moins développées	71,6	79,5	86,1	90,0	90,5
Afrique	9,8	10,8	16,4	23,9	28,3
Asie	58,1	61,8	61,6	58,0	54,5
Europe	19,2	12,9	8,5	5,2	4,4
Amérique latine et Caraïbes	7,2	8,6	9,3	8,7	8,2
Amérique du Nord	5,3	5,3	3,9	3,7	4,1
Océanie	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5

Source : *World Population Prospects : The 2000 Revision*, vol. I,
Comprehensive Tables (publication des Nations Unies, numéro de vente :
E.01.XIII.8 et Corr. 1).

Selon toute vraisemblance, la fécondité pourrait néanmoins suivre les courbes empruntées à des projections démographiques établies à partir soit de la variante forte, soit de la variante faible. Dans le premier cas de figure, la population d'âge scolaire atteindrait 3,1 milliards en 2050 (28 % de la population totale); dans le second, elle tomberait à 1,6 milliard (21 % de la population totale).

Entre 2000 et 2005, l'augmentation de la population mondiale d'âge scolaire résultera entièrement de la croissance démographique dans les régions moins développées, où elle croît au rythme d'environ 1 % par an. Dans les régions plus développées, la population d'âge scolaire prise dans son ensemble diminue de près de 1 % par an. Les taux d'accroissement les plus élevés sont actuellement enregistrés en Afrique (2,2 % par an) et dans les pays les moins avancés (2,5 % par an).

Les schémas de croissance diffèrent considérablement entre les grandes régions de développement selon les divers stades de transition démographique, d'où d'importants écarts dans la répartition géographique des effectifs d'âge scolaire. En 1950, 72 % de cette population vivaient dans les régions moins développées. En 2000, ce taux est passé à 86 % et il atteindra 90 % d'ici à 2050. La majorité de la population d'âge scolaire dans le monde vit en Afrique et en Asie et son pourcentage dans ces grandes régions va en augmentant.

En 1993, neuf des pays en développement les plus peuplés du monde ont lancé l'Initiative E-9 afin de réaliser les objectifs de l'éducation pour tous, à la fois en tant que droit de l'homme fondamental et dans le cadre d'une stratégie visant à maîtriser la croissance démographique (UNESCO, 1993). Dans ces neuf pays – Bangladesh, Brésil, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria et Pakistan – les populations d'âge scolaire sont parmi les plus importantes du monde (tableau 3). Elles représentent entre 30 et 43 % de la population totale. Pour certains de ces pays, réaliser les objectifs de l'éducation pour tous sera une tâche de titan. Les populations d'âge scolaire du Nigéria et du Pakistan devraient augmenter de deux tiers entre 2000 et 2050. Cependant, dans d'autres pays où la fécondité est déjà retombée à des niveaux modérés ou faibles, la démographie sera un facteur moins déterminant. Ainsi, au cours des 50 prochaines années, la population d'âge scolaire devrait diminuer de 23 % en Chine et de 10 % au Mexique.

Tableau 3
**Projection de la variation de la population d'âge scolaire
entre 2000 et 2050, dans neuf pays en développement très peuplés**

Pays	Population d'âge scolaire, âgée de 6 à 23 ans (millions)				Pourcentage de la population	
	2000	2050	Variation		2000	2050
			Chiffres absolus	Pourcentage		
Chine	378,9	290,4	88,5	(23)	30	20
Inde	371,4	374,8	3,5	1	37	24
Indonésie	77,4	73,7	(3,7)	(5)	36	24
Brésil	60,7	58,6	(2,1)	(3)	36	24
Pakistan	57,6	94,9	37,3	65	41	28
Bangladesh	56,4	68,8	12,3	22	41	26
Nigéria	49,1	82,9	33,8	69	43	30
Mexique	37,4	33,8	(3,6)	(10)	38	23
Égypte	27,1	27,4	0,3	1	40	24

Source : *World Population Prospects: The 2000 Revision*, vol. I, *Comprehensive Tables* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.XIII.8 et Corr.1).

Remarque : Valeurs calculées d'après la variante moyenne des projections démographiques établies par l'ONU.

La baisse des taux de mortalité et de fécondité a eu des incidences importantes sur la croissance de la population d'âge scolaire depuis 1950. Les chances de survie de la naissance à l'âge scolaire et à l'âge adulte ont considérablement augmenté depuis cette période. L'augmentation des chances de survie a entraîné une augmentation de la population d'âge scolaire et s'est donc traduite par des demandes accrues de ressources dans le secteur de l'enseignement, en particulier dans les régions moins développées. Parallèlement, du fait de la baisse du taux de mortalité, l'investissement que la société réalise dans l'éducation des enfants est moins compromis par les décès prématurés. Parmi les enfants qui entrent à l'école, davantage survivent et deviennent des adultes instruits, des parents et, pour finir, des personnes âgées.

La mortalité chez les enfants d'âge scolaire est généralement plus faible que pour d'autres tranches d'âge, même si le risque de décès n'est pas négligeable y compris pendant cette période de la vie. Ainsi, si l'on tient

compte des taux de mortalité enregistrés entre 1950 et 1955 dans les régions peu développées, on estime que 8 % des enfants qui étaient en vie au tout début de l'âge scolaire sont décédés avant d'atteindre le début de l'âge adulte (20-24 ans), et dans les pays les moins avancés, 11 % n'ont pas survécu aussi longtemps. En 2000-2005, ces taux étaient respectivement tombés à 2 % et à 5 %.

Si l'on considère l'éducation comme un investissement, un taux élevé de mortalité des adultes a le plus souvent pour effet de faire diminuer le rendement de l'investissement, étant donné que les bénéfices de l'éducation se voient surtout à long terme et se concrétisent pendant l'âge adulte. D'après les taux de mortalité enregistrés dans les régions moins développées entre 1950 et 1955, la moitié seulement de ceux qui atteignaient le début de l'âge adulte (20-24 ans) pouvaient espérer survivre jusqu'à la fin de l'âge actif (60-64 ans). Dans les régions plus développées, environ les trois-quarts survivaient. En 2000-2005, les chances de survie de ces deux tranches d'âge avaient atteint 85 % dans les régions plus développées et 77 % dans les régions moins développées, mais seulement 60 % environ dans les pays les moins avancés.

Par conséquent, même si l'on s'appuie sur les taux de mortalité actuels, le risque de décès même durant les meilleures années de l'âge actif n'est pas négligeable, surtout dans les pays les moins avancés, où les chances de survie ne sont guère meilleures en 2000-2005 – et même pires à certains âges – que ce qu'elles étaient 25 ans plus tôt. Récemment, l'absence de progrès dans le groupe des pays les moins avancés est dû avant tout au VIH/sida, qui a accru considérablement les taux de mortalité chez les adultes dans les pays les plus touchés par l'épidémie. La baisse de la mortalité des personnes d'âge actif s'est également ralentie et même inversée dans certains pays développés, et surtout chez les hommes dans plusieurs pays d'Europe orientale (ONU, 2001).

Si la baisse du taux de mortalité doit en principe augmenter les avantages économiques de l'éducation, l'inverse est également vrai, et les effets du VIH/sida en particulier ont probablement entraîné une baisse considérable des avantages de l'éducation durant la vie de l'individu dans les pays les plus touchés. Par exemple, Jamison et d'autres (2001) estiment que les revenus d'un homme qui a étudié pendant 12 ans au Botswana seraient environ deux tiers plus élevés si l'on ne tenait pas compte des risques de mortalité accrus dus au VIH/sida. Même si l'on prévoit une baisse du taux de mortalité dans toutes les régions, les événements qui se sont produits récemment, surtout en Afrique, montrent que ces progrès ne peuvent être tenus pour acquis.

Tendances en matière de scolarisation, d'alphabétisation et d'éducation

Scolarisation et niveau d'instruction

Pendant les neuf années qui ont suivi la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, c'est-à-dire entre 1990 et 1999, les effectifs du primaire et du secondaire ont augmenté une fois et demie plus vite que pendant les années 80. Dans le monde, les effectifs du primaire sont passés de 597 millions en 1990 à 683 millions en 1999, augmentation qui a été limitée aux pays en développement. Les effectifs du secondaire ont augmenté de 103 millions entre 1990 et 1999, les pays en développement représentant 90 % de cette augmentation.

Les taux bruts et nets de scolarisation constituent les principaux instruments de mesure de participation dans l'enseignement. Du fait qu'il peut y avoir une différence appréciable entre scolarisation et présence réelle ou achèvement des études, il convient d'examiner ces statistiques en même temps que d'autres indicateurs de l'enseignement. Le taux net de scolarisation (TNS) est le rapport entre le nombre d'élèves du groupe d'âge correspondant officiellement à un niveau d'enseignement donné et la population totale de ce groupe d'âge, exprimé en pourcentage. Le taux brut de scolarisation (TBS) correspond au nombre d'élèves scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population du groupe d'âge officiel qui correspond à ce niveau d'éducation.

Les données officielles les plus récentes relatives au TBS dans le primaire (tableau 4) concernent l'année scolaire 1999/2000. C'est en Amérique latine et dans les Caraïbes que le TBS est le plus élevé (126) et en Afrique subsaharienne qu'il est le plus faible (81), c'est-à-dire proche des taux moyens constatés pour les pays les moins avancés. Au Burkina Faso et au Niger, ce taux est particulièrement faible (inférieur à 50), tandis que dans 45 autres pays, il est compris entre 50 et 100. Dans nombre de pays, il est supérieur à 100. Le TBS dans le primaire a augmenté pendant les années 90 dans toutes les régions en développement. En Afrique subsaharienne, région où les taux de scolarisation sont les plus faibles, l'augmentation, quoique moins importante que dans d'autres régions, constitue néanmoins un progrès par rapport aux années 80, période pendant laquelle le TBS avait baissé dans le primaire dans toute l'Afrique subsaharienne.

Tableau 4
**Taux bruts et nets de scolarisation et indice de parité entre les sexes,
 par région, 1999/2000**

Région	Taux brut de scolarisation		Taux net de scolarisation		Indice de parité entre les sexes ^a	
	primaire	secondaire	primaire	Secondaire ^b	Primaire	secondaire
Monde	100	62	83	68	0,93	0,93
Pays en transition	91	74	79	^c	0,99	1,04
Pays développés	102	107	97	^c	0,99	1,03
Pays en développement	101	56	82	^c	0,92	0,89
États arabes et Afrique du Nord	91	60	79	67	0,88	0,92
Europe centrale et Europe orientale	94	79	87	85	0,96	1,00
Asie centrale	89	44	69	^c	0,99	0,99
Asie de l'Est et Pacifique	106	65	93	55	1,00	0,94
Amérique latine et Caraïbes	126	82	96	61	0,98	1,08
Amérique du Nord et Europe occidentale	102	106	96	89	0,99	1,03
Asie du Sud et de l'Ouest	99	52	79	^c	0,84	0,75
Afrique subsaharienne	81	24	57	21	0,89	0,85

Source: UNESCO, *L'Éducation pour tous : le monde est-il sur la bonne voie? Rapport de suivi de l'Éducation pour tous, 2002* (Paris, Publications de l'UNESCO, 2002).

Remarque : Le découpage régional correspond à celui retenu par l'UNESCO pour l'évaluation de l'éducation pour tous, et diffère quelque peu de celui utilisé ailleurs dans le présent rapport (voir UNESCO 2002). Sauf mention contraire, les valeurs sont des moyennes pondérées.

^a Rapport entre le pourcentage de filles et le pourcentage de garçons. Les valeurs indiquées ici sont calculées d'après les taux bruts de scolarisation.

^b Valeurs moyennes.

^c Données non disponibles.

S'il n'est pas le seul, le TNS demeure néanmoins l'indicateur national de prédilection pour mesurer le progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de l'éducation primaire généralisée. Pour 1999/2000, on disposait des données relatives au taux net de scolarisation dans 114 pays. Elles faisaient ressortir que deux pays (le Niger et l'Angola) avaient un TNS inférieur à 30; 15, situés principalement en Afrique subsaharienne, avaient un taux compris entre 30 et 60; 30 avaient un taux compris entre 60 et 90; 67 (59 % du total) avaient un taux supérieur à 90. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux de 96 était proche de celui des pays développés. À l'inverse, l'Afrique subsaharienne avait le taux le plus faible de toute la région, 57 % des enfants d'âge scolaire primaire ayant été scolarisés pendant l'année scolaire commencée en 1999.

En ce qui concerne le TNS dans le secondaire, en 1999, près de 40 % des pays pour lesquels on disposait de données avaient atteint un taux de 80 % ou plus, mais la plupart de ces pays étaient situés dans les régions développées. Dans les régions moins développées, moins de 10 % des pays avaient atteint ce niveau.

On peut se faire une meilleure idée du taux de scolarisation en étudiant les taux bruts et nets ensemble, ainsi que l'écart qui existe entre les deux. Le TNS permet de mesurer le degré d'établissement par les pays d'un cycle d'éducation primaire pour le groupe d'âge correspondant officiellement au niveau primaire. La différence entre le TNS et le TBS indique le pourcentage d'enfants en avance ou en retard sur l'âge officiel. Les données disponibles montrent que le TBS est beaucoup plus élevé que le TNS dans deux régions importantes, l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine et les Caraïbes. C'est le signe que l'entrée précoce ou tardive des élèves ainsi que le nombre élevé de redoublements sont peut-être des traits dominants dans ces régions. Presque tous les pays de ces régions ont un pourcentage important d'élèves en retard sur l'âge officiel d'entrée et un pourcentage relativement élevé de redoublements.

Le « taux de survie » jusqu'au CM2 – pourcentage de ceux qui entrent en primaire et qui atteignent le CM2 – est souvent utilisé comme indicateur d'achèvement des études primaires, car les enfants qui atteignent ce niveau risquent moins de retomber dans l'analphabétisme en quittant l'école. Les taux de survie ne peuvent être calculés que pour un petit nombre de pays pour lesquels on dispose de données pour les années scolaires 1998/99 et 1999/2000. Environ la moitié des pays ont maintenu quatre élèves sur cinq jusqu'au CM2; certains ont vu partir la moitié ou plus de leurs effectifs.

Le taux de redoublement est considéré comme un indicateur important de la qualité de l'enseignement et, au même titre que le taux de survie, de

l'efficacité interne du système éducatif. En outre, des taux de redoublement élevés laissent souvent présager des taux d'abandon scolaire élevés. Le taux de redoublement est assez élevé dans nombre de pays en développement. Dans plus de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, plus de 10 % des élèves redoublent une classe du primaire.

En 1999/2000, environ 115 millions d'enfants du groupe d'âge correspondant au primaire n'étaient pas scolarisés, sur lesquels on comptait 50 millions de garçons et 65 millions de filles, la plupart (94 %) vivant dans les pays en développement. C'est en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest que l'on trouve la plus forte proportion d'enfants non scolarisés, chacune de ces régions représentant un peu plus d'un tiers du total mondial.

Environ 57 % de la population adulte totale (âgée de 15 ans et plus) avait achevé l'école primaire en 2000; la proportion était de 85 % dans les pays développés et de 43 % dans les pays en développement (Barro et Lee, 2000). Au niveau mondial, le nombre moyen d'années d'instruction de la population adulte est passé de 5,2 en 1970 à 6,7 en 2000. Même si le fossé entre les pays développés et les pays moins développés s'est quelque peu réduit, il existait encore un écart important de 4,6 en 2000 (9,7 en moyenne dans les pays développés et 5,1 dans les pays en développement). En 2000, c'est en Afrique subsaharienne que le nombre moyen d'années était le plus faible (3,5).

Analphabétisme

Au cours de la période 1970-2000, les taux estimés d'analphabétisme des adultes (âgés de 15 ans et plus) ont été ramenés de 37 à 20 % dans le monde, grâce surtout à l'augmentation des taux de scolarisation dans le primaire. D'ici à 2015, on prévoit que l'analphabétisme des adultes diminuera encore de 15 % (tableau 5). Même si de réels progrès ont été accomplis dans toutes les régions, l'analphabétisme est toujours répandu dans nombre de pays en développement. En 2000, environ un quart des adultes des régions en développement et près de la moitié de ceux des pays les moins avancés étaient analphabètes. La proportion était de 45 % en Asie du Sud et de l'Ouest et de 40 % en Afrique subsaharienne et dans les États arabes et en Afrique du Nord, mais inférieure à 15 % dans les régions d'Asie de l'Est, de l'Océanie, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Malgré les progrès observés dans le monde entier en matière de taux d'alphabétisme, le nombre d'adultes analphabètes demeure très élevé et quasi constant en raison des incidences de la croissance démographique. En 1990, quelque 879 millions d'adultes étaient analphabètes; en 2000, on estimait que ce nombre était tombé à 862 millions seulement. Dans les régions en

développement, le nombre d'adultes analphabètes a augmenté entre 1990 et 2000 en Afrique subsaharienne, dans les États arabes et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Asie du Sud et de l'Ouest, et en 2000, ces régions représentaient environ 70 % du total des adultes analphabètes. Sauf changement radical, ces régions représenteront 80 % du total des analphabètes dans le monde d'ici à 2015.

Dans une société majoritairement instruite, une forte pression sociale s'exerce sur tous les individus pour qu'ils apprennent à lire et à écrire. Parallèlement, dans une société qui compte une majorité d'analphabètes, la pression est vraisemblablement moins forte pour encourager ceux qui ne savent ni lire, ni écrire à s'instruire. En 1990, dans 28 pays pour lesquels on disposait de données, le taux d'alphabétisation était inférieur à 50 %. En 2000, 21 pays demeuraient en dessous du seuil des 50 % (13 en Afrique subsaharienne, 4 dans les États arabes et l'Afrique du Nord, 3 en Asie du Sud et de l'Ouest et 1 dans les Caraïbes). On estime que six pays de ces régions pourraient rester en dessous du seuil des 50 % d'ici à 2015, à moins que l'on ne déploie des efforts considérables pour généraliser l'instruction élémentaire chez les enfants et les jeunes adultes et pour alphabétiser les adultes. D'ici à 2015, tous les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, ainsi que ceux d'Amérique latine et des Caraïbes, à l'exception de Haïti, devraient afficher un taux d'alphabétisation au moins égal à 70 %.

En ce qui concerne l'objectif de Dakar (2000) qui consiste à réduire de moitié l'analphabétisme d'ici à 2015 [Cadre d'action de Dakar : L'éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs, par. 7 (iv)], si les tendances actuelles se poursuivent, environ 25 pays en développement ont une bonne chance d'atteindre l'objectif; 32 pays sont sur le point d'améliorer leur taux de 40-50 %; 26 autres pays amélioreraient leur taux de 30-40 %; dans les 30 pays en développement restants, dont beaucoup présentent les taux d'analphabétisme les plus faibles, l'amélioration devrait être inférieure à 30 %.

Le taux d'analphabétisme des jeunes adultes, qui concerne le groupe des 15-24 ans, illustre le résultat du processus récent d'instruction élémentaire. Selon des estimations de l'UNESCO, le taux d'analphabétisme des jeunes adultes dans le monde a été ramené de 26 % en 1970 à 16 % en 1990 et à 13 % en 2000. Si cette tendance se poursuit, le taux devrait tomber à 9 % d'ici à 2015 (tableau 5). En chiffres absolus, le nombre de jeunes adultes analphabètes dans le monde a été ramené de 157 millions environ en 1990 à quelque 141 millions en 2000, et il devrait tomber à 113 millions en 2015.

Tableau 5
**Estimations et projections des taux d'analphabétisme des adultes
 et des jeunes adultes, et écart entre les deux sexes : 2000 et 2015**

Région	Année	Taux d'analphabétisme des adultes (15 ans et +)				Taux d'analphabétisme des jeunes adultes (15-24 ans)					
		Deux sexes		Homme (2)	Femme (3)	Écart (3)-(2)	Deux sexes		Homme (5)	Femme (6)	Écart (6)-(5)
		(1)	(4)								
Total mondial	2000	20	15	26	11	13	10	17	7		
	2015	15	11	19	8	10	7	12	4		
Régions développées ^a	2000	1	1	2	1	0,3	0,3	0,3	0,1		
	2015	1	1	1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0		
Régions moins développées	2000	26	19	34	15	16	12	20	8		
	2015	19	14	24	10	11	9	13	5		
Pays les moins avancés	2000	48	38	58	20	35	27	42	15		
	2015	36	28	44	15	23	19	27	8		
Afrique subsaharienne	2000	40	31	48	17	24	19	29	10		
	2015	26	20	32	11	14	12	17	5		
États arabes et Afrique du Nord	2000	40	28	52	24	24	17	31	15		
	2015	28	20	37	17	15	11	19	7		
Amérique latine et Caraïbes	2000	11	10	12	2	5	5	5	-1		
	2015	7	7	7	1	3	3	3	-1		
Asie de l'Est et Océanie	2000	13	8	19	12	3	2	4	2		
	2015	7	4	10	6	1	1	2	1		
Asie du Sud et de l'Ouest	2000	45	34	56	23	30	23	39	16		
	2015	34	25	44	18	21	16	26	10		

Source : Institut de statistique de l'UNESCO, Estimations et projections du taux d'analphabétisme des jeunes et des adultes : révision de juillet 2002, d'après les données consultées le 8 janvier 2003 (<<http://portal.unesco.org>>).

Remarque : Le découpage régional correspond à celui retenu par l'UNESCO et diffère quelque peu de celui utilisé ailleurs dans le présent rapport.

Régions développées et pays en transition : Amérique du Nord, Europe (sauf Chypre, Malte et la Turquie), Asie centrale (sauf la Mongolie), Australie, Japon et Nouvelle-Zélande. Les régions moins développées incluent tous les pays qui ne figurent pas dans le groupe des régions développées et des pays en transition. Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

^a Y compris les pays en transition.

Pour l'ensemble des régions en développement, on estime que le taux d'analphabétisme des jeunes adultes a été ramené de 19 à 16 % pendant la période 1990-2000 et qu'il devrait s'établir à 11 % d'ici à 2015, si la tendance actuelle se poursuit. Des progrès ont également été accomplis dans les pays les moins avancés, où l'on estime que ce taux est tombé de 44 à 35 % pendant les années 90 et qu'il devrait s'établir à 23 % d'ici à 2015. Dans le groupe des régions en développement, on estime que le taux d'analphabétisme des jeunes adultes varie de 3 % seulement en Asie de l'Est et en Océanie à 30 % en Asie du Sud et de l'Ouest.

Disparités entre les sexes

Le nombre de filles et de garçons qui entrent à l'école primaire donne une indication immédiate du succès ou de l'échec des mesures prises pour réduire l'écart entre les deux sexes en matière d'éducation. Dans le monde, 49 % des enfants en âge de s'inscrire à l'école (6 ans) sont des filles. Or, au cours des années 90, la proportion réelle de filles parmi les enfants s'inscrivant pour la première fois à l'école était d'environ 46 %. Cette proportion varie de 44 % en Asie du Sud et de l'Ouest à 49 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pendant la période comprise entre 1990/91 et 1999/2000, les disparités entre les sexes se sont réduites dans certains pays présentant les écarts les plus importants, ce qui indique que les mesures prises au cours des années 1990 en faveur de l'égalité des sexes ont porté leurs fruits.

L'indice de parité entre les sexes correspond au rapport entre le taux de scolarisation des filles et celui des garçons. Si l'on prend en compte les taux bruts de scolarisation, l'indice de parité des sexes pour la scolarisation aux niveaux primaire et secondaire dans les pays développés approche la valeur de 1 ou la dépasse légèrement, ce qui dénote un taux de scolarisation plus élevé chez les filles que chez les garçons. En revanche, dans la plupart des pays en développement, le taux de scolarisation demeure nettement plus élevé chez les garçons que chez les filles, au niveau primaire comme au niveau secondaire (tableau 4).

De 1990 à 1999, l'indice de parité entre les sexes (calculé sur la base des taux bruts de scolarisation) est passé, dans les pays en développement, de 0,87 à 0,92 pour le primaire et de 0,75 à 0,89 pour le secondaire. Le nombre de filles scolarisées dans le primaire et le secondaire demeure très nettement inférieur au nombre de garçons dans de nombreuses régions développées, notamment en Asie du Sud, dans les États arabes de l'Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Dans ces régions, l'indice de parité pour le primaire était encore compris entre 0,84 et 0,89 en 1999. Par contre, l'écart entre le

taux de scolarisation des filles et celui des garçons en âge de fréquenter l'école primaire est bien moins important dans les régions d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Asie de l'Est et de l'Océanie, où il tend actuellement à se combler, ayant même été inexistant dans certains pays de ces régions. En Afrique et en Asie en particulier, l'ampleur de la disparité entre les sexes dans les taux de scolarisation varie considérablement d'un pays à l'autre. Si, dans certains pays asiatiques, il arrive même que le taux de scolarisation des filles dépasse celui des garçons, ce sont les disparités au détriment des filles qui demeurent les plus courantes et généralement les plus importantes dans cette région du monde.

La gamme des valeurs de l'indice de parité entre les sexes est plus étendue dans le secondaire que dans le primaire. Dans la plupart des pays développés et des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le taux de scolarisation des filles dans le secondaire dépasse celui des garçons. Par contre, dans la plupart des pays africains et asiatiques, le taux de scolarisation des filles est nettement inférieur à celui des garçons, niveaux primaire et secondaire confondus.

Les disparités entre les taux de scolarisation des filles et des garçons sont généralement moins marquées lorsqu'on ne prend en compte que le taux net – et non le taux brut – de scolarisation des enfants d'âge scolaire normal. Il s'avère que si, globalement, un plus grand nombre de garçons sont scolarisés, ces derniers sont aussi plus nombreux chez les enfants présentant un retard scolaire. Dans la plupart des pays, les garçons sont aussi plus nombreux à redoubler que les filles.

Au niveau secondaire, les pays qui présentent de légères disparités en faveur des garçons (indice de parité compris entre 0,81 et 0,98) devraient raisonnablement parvenir à la parité d'ici à 2005, année fixée comme objectif. En revanche, dans les pays où l'on constate de grandes disparités en faveur des garçons (indice inférieur à 0,80), il est vraisemblable que l'on ne parviendra pas à la parité d'ici à 2005, ce qui est encore plus probable pour les pays dont l'indice est inférieur à 0,60. Comme pour le primaire, la majeure partie de ces pays se trouvent situés en Afrique centrale et de l'Ouest, et ils appartiennent au groupe des pays les moins avancés. Pour corriger la situation, il faudra adopter une démarche novatrice et ferme tenant compte des dimensions économiques, sociales et culturelles des disparités entre les sexes.

En matière d'éducation, les disparités entre les sexes sont en général plus marquées parmi la population adulte que chez les enfants qui fréquentent l'école. Pour ce qui est de l'alphabétisation, on observe toutefois, dans l'ensemble des régions, une tendance à la réduction de l'écart entre les

hommes et les femmes. Pour l'ensemble des régions en développement, l'écart entre les taux d'analphabétisme des hommes et des femmes est passé de 18 points de pourcentage, en 1990, à 15 points, en 2000. Il devrait tomber à 10 points en 2015 (tableau 5). Exception faite de l'Amérique latine et des Caraïbes, où l'écart est presque comblé, les femmes de toutes les autres régions en développement demeurent néanmoins en position extrêmement défavorable du point de vue de l'analphabétisme. L'écart est de plus de 10 points de pourcentage en Asie de l'Est et en Océanie, de plus de 15 points de pourcentage en Afrique subsaharienne, et de bien plus de 20 points de pourcentage en Asie du Sud et de l'Ouest et dans les États arabes d'Afrique du Nord.

Chez les jeunes adultes, on constate également de grandes disparités entre les deux sexes en Afrique subsaharienne, dans les États arabes d'Afrique du Nord et en Asie du Sud et de l'Ouest, avec des écarts dans les taux d'analphabétisme chez les jeunes, en 2000, de 10, 15 et 16 points de pourcentage, respectivement (tableau 5). Inversement, en Asie de l'Est et en Océanie, l'écart entre les taux d'analphabétisme des jeunes des deux sexes était évalué, la même année, à seulement 2 points de pourcentage et, en Amérique latine et dans les Caraïbes, il était légèrement à l'avantage des femmes.

Qualité de l'enseignement dispensé

La nécessité de dispenser un enseignement de bonne qualité est énoncée dans différents objectifs de l'éducation pour tous. Le mécanisme idéal devrait prendre en compte les entrées, les traitements et les produits du système d'enseignement. Bon nombre des indicateurs permettant de mesurer les progrès de l'éducation pour tous portent sur les entrées du système d'enseignement, du moins en ce qui concerne le nombre d'étudiants. Les manuels, les établissements scolaires et les autres locaux pourraient figurer parmi les autres entrées à évaluer.

Les indicateurs de traitement mesurent la façon dont les entrées sont transformées en produits. Dans l'enseignement, l'indicateur de traitement le plus largement utilisé est le taux d'encadrement des élèves, généralement perçu comme l'indicateur d'effectifs par classe. Or, nombre de pays prennent en compte dans leurs calculs quantité de membres du personnel n'ayant que peu, voire pas, de fonctions d'enseignement, et l'on devrait donc peut-être s'intéresser de préférence au taux d'encadrement sous l'angle des ressources humaines qui sont affectées au système d'enseignement. Les autres indicateurs pour lesquels on dispose de données sont, notamment, le taux de redoublement et le taux de survie.

S'agissant des indicateurs de résultat, les tests internationaux d'évaluation des étudiants deviennent courants dans pratiquement toutes les régions du monde. Ils permettent d'obtenir des données comparatives fiables pour l'ensemble d'une région, même si l'accès à ces données est bien souvent limité et si l'on peut rencontrer des réticences à de telles analyses comparatives. Ces tests étant onéreux, ils tendent à n'être effectués que dans les pays en développement les plus importants et les plus prospères.

Les études réalisées montrent que :

- Dans certains contextes – sans que ce soit la généralité –, les classes à années multiples (dans lesquelles sont réunis des élèves de niveaux différents) donnent de meilleurs résultats, tandis que les écoles qui fonctionnent selon un emploi du temps par roulement (où le nombre d'heures de cours est souvent moins élevé) présentent de moins bons résultats.
- Un meilleur accès aux manuels scolaires est souvent synonyme de meilleurs résultats, et un accès limité aux supports pédagogiques tend à produire de moins bons résultats.
- L'expérience des enseignants est un facteur important.
- Les enseignants les plus expérimentés exercent dans les capitales ou les grandes villes, et les moins expérimentés dans les campagnes ou les régions reculées.
- L'enseignement de soutien dispensé hors du cadre scolaire améliore les résultats obtenus par les élèves.

Les particularités des élèves jouent aussi un rôle très important dans les résultats; on sait, par exemple, que :

- Les élèves issus de milieux sociaux relativement aisés ont plus de chances d'atteindre le niveau minimum des connaissances en lecture.
- Si les résultats varient peu en fonction du sexe, ils varient sensiblement selon que les élèves résident en zone urbaine ou en zone rurale, au détriment de cette dernière.
- Bon nombre d'écoles accueillent des enfants de langue maternelle étrangère, où ce sont les élèves qui possèdent correctement la langue véhiculaire de l'enseignement qui obtiennent de meilleurs résultats.

II. Éducation et entrée dans la vie procréative

L'âge du mariage, celui du début des relations sexuelles et celui de la première grossesse sont déterminés à la fois par des normes culturelles et par des facteurs socioéconomiques. Dans les pays où l'instruction est la condition préalable à l'accès à l'emploi recherché et à l'ascension sociale, les coûts d'opportunité des mariages ou des grossesses précoces peuvent être considérables. Or, bien que la scolarisation dissuade les jeunes des deux sexes de se marier trop tôt, l'éducation leur confère aussi une certaine indépendance qui peut entraîner des premières relations sexuelles et des grossesses précoces. En revanche, dans les sociétés qui n'encouragent pas à poursuivre de longues études et où il n'existe pas beaucoup d'options autres que le mariage, les jeunes gens sont plus enclins à se marier relativement tôt.

Les résultats d'enquêtes et de travaux de recherche menés récemment indiquent de quelle façon l'éducation influe sur le mariage et l'union libre, l'initiation sexuelle et l'utilisation des moyens de contraception. Les données d'enquêtes démographiques et sanitaires recueillies pour 28 pays d'Afrique subsaharienne, 12 pays d'Asie et 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes montrent que la précocité lors du premier mariage, du début de la vie sexuelle et de la première grossesse est plus courante chez les femmes qui n'ont pas été scolarisées que chez celles qui l'ont été. Dans la majorité des cas, la proportion de femmes qui se marient, commencent leur vie sexuelle ou ont leur première grossesse de façon précoce diminue au fur et à mesure qu'augmente le niveau d'éducation atteint. Il existe cependant des exceptions : dans plusieurs pays, les valeurs de certains indicateurs sont plus élevées pour les femmes ayant été scolarisées dans le primaire que pour celles qui ne l'ont pas été. Toutefois, la proportion de femmes qui se marient ou ont une grossesse avant 20 ans est toujours nettement inférieure pour les femmes qui ont fait des études secondaires. En Afrique, par exemple, à l'âge de 20 ans, 75 % en moyenne des femmes sans instruction ont déjà été mariées, 83 % ont eu des relations sexuelles et 61 % ont eu leur premier enfant, alors que chez les femmes qui ont fait des études secondaires ou supérieures, 30 % ont déjà été mariées, 64 % ont eu des relations sexuelles et 27 % ont eu leur premier enfant. On retrouve les mêmes écarts importants en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes (tableau 6). Si les femmes qui ont fait des études secondaires ou supérieures sont moins enclines à se marier ou à avoir un enfant tôt, dans la plupart des pays elles commencent généralement leur activité sexuelle avant 20 ans.

Tableau 6

Pourcentage de femmes et d'hommes de 20 à 24 ans qui, à 20 ans, ont déjà été mariés ou ont eu des relations sexuelles, et pourcentage de femmes de 20 à 24 ans qui, à 20 ans, ont eu une première grossesse, en fonction du niveau d'études

Région	Nombre de pays	Marié(e) avant 20 ans			Ayant eu des relations sexuelles avant 20 ans			Ayant eu un enfant avant 20 ans		
		Niveau d'études atteint			Niveau d'études atteint			Niveau d'études atteint		
		Aucun	Primaire	Secondaire +	Aucun	Primaire	Secondaire +	Aucun	Primaire	Secondaire +
<i>Femmes</i>										
Afrique	28	75	60	30	83	79	64	61	53	27
Asie	12	69	62	37	62	65	43	50	47	22
Amérique latine et Caraïbes	13	69	63	31	76	71	44	58	53	23
<i>Hommes</i>										
Afrique	20	21	15	9	64	72	73	..	..	..
Amérique latine et Caraïbes	6	27	26	15	75	79	85	..	..	..

Source : Enquêtes démographiques et sanitaires (Calverton, Maryland, Macro International, Inc.).

Remarque : Les moyennes régionales ne sont pas pondérées. Le nombre d'observations varie : certains pays ne disposaient pas de toutes les données requises ou ne disposaient pas d'observations suffisantes pour une ou plusieurs des catégories scolaires.

L'instruction joue un rôle plus important dans le recul de l'âge du mariage et de la première grossesse que dans celui du début de l'activité sexuelle. Les résultats relatifs au début de l'activité sexuelle analysés ci-après concernent essentiellement les pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, les renseignements dont on dispose pour la plupart des pays d'Asie n'ayant pu être vérifiés. En Afrique, l'écart entre les femmes sans instruction et celles ayant un niveau d'études secondaires ou supérieures est, en moyenne, de 45 points de pourcentage pour ce qui est du mariage, de 19 points de pourcentage pour le début des relations sexuelles et de 34 points de pourcentage pour la première grossesse avant l'âge de 20 ans.

Comme pour les femmes, dans la plupart des pays considérés, la proportion d'hommes qui étaient mariés à l'âge de 20 ans diminue au fur et à mesure qu'augmente le niveau d'études atteint. En Afrique, 21 % des hommes sans instruction étaient mariés à l'âge de 20 ans contre 9 % pour les hommes ayant fait des études (secondaires ou supérieures). En Amérique latine et dans les Caraïbes, 27 % des hommes sans instruction et 15 % des hommes ayant fait des études étaient déjà mariés à 20 ans. Certains pays font figure d'exception : au Ghana, par exemple, la proportion d'hommes déjà mariés à 20 ans est plus élevée (12 %) pour ceux qui ont un niveau d'études secondaires ou supérieures que pour ceux qui n'ont pas été scolarisés (8 %).

Si les femmes qui ont atteint un niveau d'études élevé ont moins tendance à avoir des relations sexuelles précoces, il semble que ce soit l'inverse chez les hommes. En Afrique, 64 % des hommes n'ayant pas fait des études avaient une vie sexuelle active avant 20 ans, contre 73 % des hommes ayant fait des études secondaires. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 75 % des hommes sans instruction avaient déjà une activité sexuelle à 20 ans, contre 85 % pour les hommes ayant une éducation du niveau du secondaire.

La plupart des femmes qui ont une vie sexuelle active avant 20 ans ont commencé avant l'âge de 18 ans. En Afrique, en moyenne, 68 % des femmes de 20 à 24 ans n'ayant pas été scolarisées avaient déjà eu des relations sexuelles à 18 ans, alors que cette proportion n'était que de 39 % pour les femmes ayant fait des études secondaires ou supérieures (tableau 7). On observe la même tendance en Amérique latine et dans les Caraïbes où, en moyenne, 58 % des femmes de 20 à 24 ans n'ayant pas été scolarisées avaient déjà eu des relations sexuelles avant 18 ans, contre 24 % pour les femmes ayant fait des études secondaires ou supérieures.

Tableau 7
**Pourcentage de femmes de 20 à 24 ans ayant eu des relations
sexuelles avant 18 ans et entre 18 et 19 ans, en fonction
du niveau d'études**

Région	Niveau d'étude atteint								
	Aucun			Primaire			Secondaire +		
	Âge du premier rapport sexuel			Âge du premier rapport sexuel			Âge du premier rapport sexuel		
	Moins de 20 ans	Moins de 18 ans	18 à 19 ans	Moins de 20 ans	Moins de 18 ans	18 à 19 ans	Moins de 20 ans	Moins de 18 ans	18 à 19 ans
Afrique	83	68	15	79	61	17	64	39	25
Asie	62	45	17	65	46	19	43	19	24
Amérique latine et Caraïbes	76	58	18	71	52	19	44	24	20

Source : Enquêtes démographiques et sanitaires (Calverton, Maryland, Macro International, Inc.).

Remarque : Les moyennes régionales ne sont pas pondérées. Le nombre d'observations varie : certains pays ne disposaient pas de toutes les données requises ou ne disposaient pas d'observations suffisantes pour une ou plusieurs des catégories scolaires.

Le même comportement se retrouve dans les pays développés. Des rapports récemment établis pour les États-Unis d'Amérique, la France, la Roumanie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord indiquent que les femmes qui ont atteint un niveau d'études plus élevé commençaient leur vie sexuelle active plus tardivement. Dans certains pays, cela s'appliquait également aux jeunes hommes, même si le fait de poursuivre des études semblait davantage limiter l'activité sexuelle précoce des femmes.

Dans les pays développés, on constate aussi une corrélation entre un niveau d'études élevé à un âge plus avancé et une première grossesse. Au Royaume-Uni, les femmes de 20 à 24 ans ayant quitté l'école sans diplôme avaient près de 20 fois plus de chances d'avoir eu une grossesse avant 20 ans que les femmes qui poursuivaient leurs études jusqu'à l'examen de fin d'études secondaires ou au-delà (Wellings, 2001). Au Japon, les femmes ayant une formation préuniversitaire ont eu leur première grossesse 15 mois plus tard que les femmes ayant suivi des études secondaires de premier cycle,

et les femmes titulaires d'un diplôme universitaire l'ont eu deux ans plus tard que les femmes titulaires d'un diplôme de collège préuniversitaire (Small et Kerns, 1993).

Le début de l'activité sexuelle peut avoir des répercussions sur la santé des adolescentes. En effet, pour des raisons diverses telles que la crainte de la réaction des parents, la prise de conscience tardive de la grossesse ou l'absence de services de soins prénatals accessibles, ou encore la crainte de se faire exclure de l'école, les adolescentes ne font pas usage des services de soins prénatals. Dans la plupart des pays, il est plus courant que l'activité sexuelle débute avant l'âge de 20 ans et dans le cadre du mariage chez les femmes et les hommes n'ayant pas été scolarisés que chez ceux qui l'ont été (tableau 8). L'activité sexuelle avant le mariage et avant l'âge de 20 ans est plus courante, dans la plupart des pays, chez les femmes et les hommes ayant suivi des études que chez ceux qui sont sans instruction. Les exceptions se rencontrent surtout en Amérique latine et dans les Caraïbes où, dans la majorité des pays, les femmes ayant commencé une vie sexuelle active avant le mariage sont plus nombreuses parmi celles qui n'ont pas été scolarisées que parmi celles qui l'ont été. En Afrique, en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes, la première grossesse chez les femmes de moins de 20 ans est plus fréquente dans le cadre du mariage qu'avant le mariage, tous niveaux d'instruction confondus.

Tableau 8

Proportion de femmes de 20 à 24 ans ayant eu leurs premiers rapports sexuels ou leur première grossesse avant 20 ans, et proportion d'hommes de 20 à 24 ans ayant eu leurs premiers rapports sexuels avant 20 ans, en fonction de la situation matrimoniale et du niveau d'études

Région	Nombre de pays	Sans instruction		Primaire		Secondaire +	
		Situation matrimoniale		Situation matrimoniale		Situation matrimoniale	
		Avant mariage	Marié(e)s	Avant mariage	Marié(e)s	Avant mariage	Marié(e)s
<i>A. Premier rapport sexuel avant 20 ans (pourcentage)</i>							
<i>Femmes</i>							
Afrique	25	28	55	41	38	46	18
Asie	6	5	64	4	69	6	43
Amérique latine et Caraïbes	13	35	41	29	43	23	21

Région	Sans instruction			Primaire		Secondaire +	
	Nombre de pays	Situation matrimoniale		Situation matrimoniale		Situation matrimoniale	
		Avant mariage	Marié(e)s	Avant mariage	Marié(e)s	Avant mariage	Marié(e)s
<i>Hommes</i>							
Afrique	20	52	11	64	9	69	7
Amérique latine et Caraïbes	6	69	8	71	7	82	3
<i>B. Première grossesse avant 20 ans (pourcentage)</i>							
<i>Femmes</i>							
Afrique	26	8	56	11	43	10	20
Asie	10	0	71	0	69	0	37
Amérique latine et Caraïbes	12	10	51	7	46	4	20

Source : Enquêtes démographiques et sanitaires (Calverton, Maryland, Macro International, Inc.).

Remarque : Les moyennes régionales ne sont pas pondérées. Pour chaque niveau d'instruction, la somme des pourcentages correspond au nombre total de personnes s'étant trouvées avant 20 ans dans l'une de ces situations.

En Afrique subsaharienne comme en Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux d'utilisation des moyens de contraception chez les jeunes femmes (15 à 19 ans) et les jeunes hommes (20 à 24 ans) ayant une vie sexuelle active augmente avec le niveau d'instruction (tableau 9). En Afrique, par exemple, 7 % des adolescentes mariées n'ayant pas été scolarisées ont actuellement recours aux moyens de contraception, contre 27 % des adolescentes mariées ayant fait des études secondaires ou supérieures. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les valeurs correspondantes sont, respectivement, de 17 % et de 45 %. Pour chacun des niveaux d'instruction, les femmes célibataires ayant une vie sexuelle active sont plus enclines à utiliser les moyens de contraception que les femmes mariées. S'agissant des moyens de contraception utilisés, le recours aux méthodes traditionnelles est plus courant chez les femmes sans instruction, quelle que soit leur situation matrimoniale. De même, chez les hommes, le recours aux méthodes modernes est plus fréquent chez ceux qui ont été scolarisés, quelle que soit leur situation matrimoniale.

Tableau 9
**Taux actuel d'utilisation des moyens et méthodes de contraception
 les plus répandus, en fonction du niveau d'instruction,
 chez les femmes de 15 à 19 ans et les hommes de 20 à 24 ans
 ayant une vie sexuelle active**

	Pourcentage utilisant l'une quelconque des méthodes					
	Non marié(e)s			Marié(e)s		
	Niveau d'études atteint			Niveau d'études atteint		
	Aucun	Primaire	Secondaire +	Aucun	Primaire	Secondaire +
Femmes de 15 à 19 ans						
Afrique	20	32	57	7	15	27
Amérique latine et Caraïbes	^a	46	73	17	34	45
Hommes de 20 à 24 ans						
Afrique	33	47	61	16	23	51
Amérique latine et Caraïbes	^a	56	73	39	49	64

Source : Enquêtes démographiques et sanitaires (Calverton, Maryland, Macro International, Inc.).

Remarque : Ayant une vie sexuelle active = qui ont indiqué avoir eu des rapports sexuels au cours des 28 jours qui ont précédé l'enquête.

Non marié(e)s = hommes et femmes qui n'ont jamais été marié(e)s ou qui sont actuellement séparé(e)s, divorcé(e)s ou veufs/veuves.

Marié(e)s = hommes et femmes qui sont actuellement marié(e)s ou qui vivent maritalement ou en concubinage.

^a Données non disponibles.

Dans les pays développés, l'utilisation des moyens de contraception varie aussi en fonction du niveau d'instruction. Aux États-Unis, le pourcentage de jeunes hommes et de jeunes femmes n'utilisant pas de moyen de contraception pendant leur premier rapport sexuel est plus élevé parmi ceux qui n'ont pas achevé leur cycle d'études secondaires que parmi ceux qui l'ont achevé. On observe un écart aussi important au Royaume-Uni dans les pourcentages d'hommes et de femmes utilisant un moyen de contraception pendant leur premier rapport sexuel, entre ceux qui n'ont pas été scolarisés et ceux qui ont un niveau d'instruction élevé. Si le recours aux méthodes modernes de contraception est courant dans l'ensemble des pays développés, le type de méthode utilisée lors du premier rapport sexuel varie en fonction du niveau d'instruction. En France, par exemple, le choix de la pilule contraceptive est plus courant chez les jeunes hommes et les jeunes femmes

inscrits dans les écoles professionnelles, qui utilisent moins couramment les préservatifs que les étudiants des écoles d'enseignement général.

La comparaison dans le temps du nombre moyen de femmes de 20 à 24 ans qui étaient déjà mariées à 20 ans montre qu'au cours des années 90, dans la majorité des pays africains, le nombre de mariages précoces a diminué à tous les niveaux d'instruction, mais qu'il a augmenté en Amérique latine et dans les Caraïbes chez les femmes de tous niveaux d'instruction (tableau 10). La progression la plus marquée a été observée en Bolivie et au Brésil, pour les femmes sans instruction; en Colombie et au Pérou, pour les femmes de niveau d'études primaires; au Brésil, au Ghana et au Zimbabwe, pour les femmes de niveau d'études secondaires ou supérieures. Dans certains de ces pays, l'augmentation de la proportion de la population ayant déjà été mariée à 20 ans semble aller de pair avec la hausse du nombre de personnes vivant maritalement ou en concubinage, particulièrement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Tableau 10

Évolution de la proportion de femmes de 20 à 24 ans qui, à 20 ans, avaient déjà été mariées, avaient commencé leur activité sexuelle ou avaient eu leur première grossesse, en fonction du niveau d'instruction (1987, 1990 et 1998)

Région	Début de la période considérée (année)	Fin de la période considérée (année)	Niveau d'éducation atteint					
			Aucun		Primaire		Secondaire +	
			Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin
Pourcentage de femmes mariées								
Afrique	1990	1998	85	82	69	63	33	31
Amérique latine et Caraïbes	1987	1998	65	69	56	62	27	30
Pourcentage de femmes ayant eu des relations sexuelles								
Afrique	1990	1998	89	89	87	85	70	69
Amérique latine et Caraïbes	1987	1998	73	79	66	74	36	43

Région	Début de la période considérée (année)	Fin de la période considérée (année)	Niveau d'éducation atteint					
			Aucun		Primaire		Secondaire +	
			Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin
Pourcentage de femmes ayant eu une première grossesse								
Afrique	1990	1998	71	67	62	57	31	27
Amérique latine et Caraïbes	1987	1998	61	65	48	55	19	24

Source : Enquêtes démographiques et sanitaires (Calverton, Maryland, Macro International, Inc.).

La même analyse de l'évolution des tendances appliquée au début de l'activité sexuelle indique qu'en Afrique, le pourcentage de femmes qui avaient eu leur premier rapport sexuel à 20 ans n'a pas beaucoup évolué, quel que soit leur niveau d'instruction. En Amérique latine et dans les Caraïbes, il a augmenté à tous les niveaux d'instruction et dans toutes les classes d'âge. L'évolution des comportements concernant le début de l'activité sexuelle varie d'un pays à l'autre. On retrouve les mêmes tendances dans les comportements vis-à-vis du mariage et dans l'évolution du nombre de premières grossesses avant 20 ans. Si le nombre total de cas de première grossesse a, en moyenne, baissé pour tous les niveaux d'instruction en Afrique subsaharienne, il a augmenté pour tous les niveaux d'instruction en Amérique latine et dans les Caraïbes.

III. Liens entre l'éducation et la fécondité

L'éducation constitue un facteur important d'amélioration de la situation économique et sociale, qui influe fortement sur le nombre d'enfants désirés, le nombre d'enfants mis au monde et l'espacement des naissances. Ce rôle a été reconnu et souligné lors des conférences des Nations Unies sur la population, en particulier lors de la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire en 1994.

Selon des enquêtes récentes, l'éducation continue à influencer sensiblement sur les taux de fécondité, les choix des parents en matière de procréation et la régulation des naissances. Globalement, les pays qui ont des taux d'alphabétisation et de scolarisation élevés ont un indice synthétique de fécondité plus faible que ceux dont la population est moins instruite. L'influence du niveau global d'éducation sur cet indice se fait sentir aussi

bien dans les pays en développement que dans les pays développés et reste importante lorsque d'autres facteurs entrent en jeu.

Dans les pays en développement, la fécondité – c'est-à-dire la descendance actuelle et la descendance finale – est inversement proportionnelle à l'instruction. À quelques très rares exceptions près, plus le niveau d'éducation est élevé, plus le taux de fécondité diminue. Les données disponibles concernant 69 pays sont récapitulées au tableau 11. C'est en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique subsaharienne et en Asie occidentale que l'on observe les écarts les plus importants : dans ces régions, les femmes ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur ont près de trois enfants de moins que les femmes sans instruction. En Afrique du Nord, en Asie centrale du Sud et en Asie du Sud-Est, l'écart entre le taux de descendance finale des femmes les plus instruites et celui des femmes sans instruction est plus faible, se situant généralement entre un et deux enfants. Il va de soi que ces variations régionales masquent des variations très importantes entre les pays. Les pays dans lesquels l'écart entre les taux de fécondité des deux groupes de population les plus extrêmes de par leur niveau d'instruction est le plus faible sont généralement ceux dont les taux de fécondité sont déjà assez bas.

Tableau 11
**Indice synthétique de fécondité des femmes en fonction
du niveau d'instruction dans les pays les moins développés**

Région	Nombre de pays/études	Niveau d'instruction			Écart entre les indices synthétiques de fécondité (sans instruction – niveau secondaire)
		Sans instruction	Primaire	Secondaire ou supérieur	
Afrique					
Afrique subsaharienne	30	6,4	5,5	3,7	2,7
Afrique du Nord	3	4,7	3,6	2,8	1,9
Asie					
Asie orientale, Asie centrale du Sud et Asie du Sud-Est	13	4,1	3,5	2,7	1,4
Asie occidentale	10	6,4	4,6	3,5	2,9
Amérique latine et Caraïbes					
	12	5,8	4,5	2,6	3,2

Région	Nombre de pays/études	Niveau d'instruction		Écart entre les indices synthétiques de fécondité (sans instruction – niveau secondaire)	
		Sans instruction Primaire	Secondaire ou supérieur		
Océanie					
Papouasie-Nouvelle- Guinée	1	5,0	5,0	3,9	1,1

Source : Centers for Disease Control and Prevention Reproductive Health Surveys des États-Unis ; Enquêtes démographiques et sanitaires; Gulf Family Health Surveys.

Remarque : Les moyennes nationales ont été établies à partir de chiffres nationaux non pondérés.

Dans les pays développés, les taux de fécondité varient aussi en fonction du niveau d'instruction mais leurs variations diffèrent de celles observées dans les pays en développement de deux manières différentes. Premièrement, l'écart entre la descendance finale des femmes les moins instruites et celle des femmes les plus instruites y est plus faible que dans les pays en développement – habituellement moins d'un enfant –, ce qui est lié à la faiblesse du taux de fécondité. Deuxièmement, les variations de la fécondité selon le niveau d'instruction ne sont plus aussi prononcées dans de nombreux pays tels que le Canada, la Belgique, l'Espagne, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Norvège, le Portugal, la Slovénie et la Suède, où les femmes ayant le plus haut niveau d'éducation (c'est-à-dire titulaires d'un diplôme d'études supérieures) ont un nombre d'enfants égal, voire supérieur, à celui des femmes ayant un niveau d'éducation intermédiaire (c'est-à-dire titulaires d'un diplôme d'études secondaires).

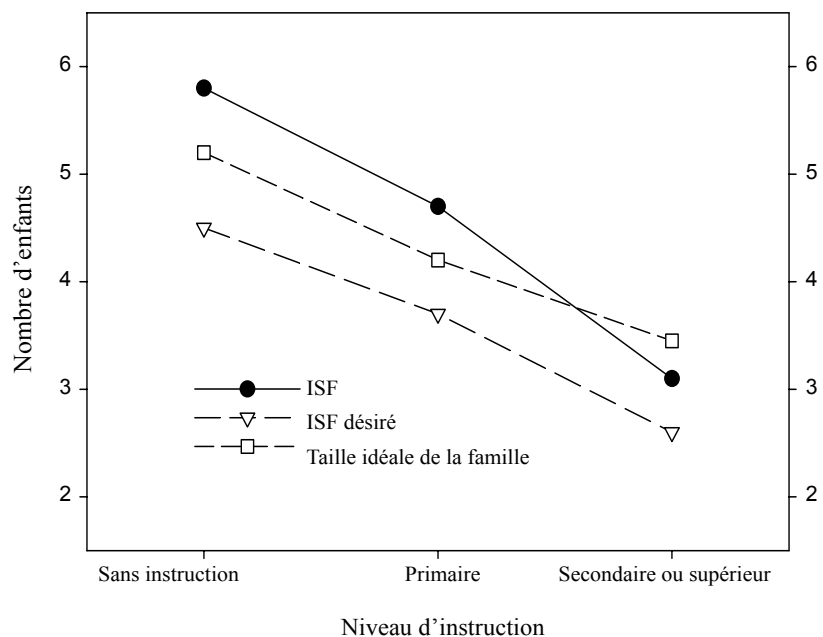
Dans les pays de l'Europe de l'Est et autres pays issus de l'ancien bloc de l'Est, l'écart entre le taux de descendance finale des femmes ayant le niveau d'éducation le plus élevé et celui des femmes ayant le niveau d'éducation le plus faible est d'un enfant au plus. Dans les autres pays développés, l'éducation influe sur la fécondité actuelle principalement pour ce qui est de l'âge au premier enfant : les femmes les plus instruites ont moins d'enfants au moment où elles sont interrogées parce qu'elles ont eu leur premier enfant à un âge plus avancé. Ainsi, en Italie, dans les années 90, l'âge moyen au premier enfant chez les femmes âgées de 35 ans ou plus était de 22,5 ans pour les femmes les moins instruites, contre 28,2 ans pour les autres. En Espagne, ces chiffres étaient respectivement de 24,4 et 25,8. Dans les pays scandinaves, l'âge moyen au premier enfant se situait entre 21 ans et 21,7 ans

pour les femmes qui avaient le niveau d'éducation le plus faible, contre 25,4 ans et 25,7 ans pour celles qui avaient le niveau d'éducation le plus élevé.

Dans les pays développés, à l'exception des pays en transition, l'éducation influe aussi sensiblement sur l'infécondité. Ainsi, en Amérique du Nord, en Europe du Sud, en Europe occidentale et, à un moindre degré, en Europe du Nord, les femmes les plus instruites restent plus souvent sans enfants que les femmes les moins instruites. Aux États-Unis, dans les années 90, le pourcentage de femmes restées infécondes à l'âge de 30 ans variait de 17 % parmi celles qui étaient titulaires d'un diplôme d'études secondaires à 56 % parmi celles qui étaient titulaires d'un diplôme d'études supérieures.

Les femmes qui ont un niveau d'éducation élevé ne souhaitent pas avoir beaucoup d'enfants. La région dans laquelle le nombre idéal moyen d'enfants varie le plus en fonction de l'éducation est l'Afrique subsaharienne, où les femmes sans instruction désirent en moyenne avoir deux enfants de plus que les femmes qui ont suivi un enseignement secondaire ou supérieur. Les taux de fécondité désirés sont sensiblement plus faibles que les taux de fécondité réels, dans une proportion qui varie elle aussi en fonction de l'éducation (fig. III). L'écart est beaucoup plus important parmi les femmes qui n'ont pas d'instruction ou n'ont pas suivi un enseignement primaire que parmi celles qui ont suivi un enseignement secondaire ou supérieur. C'est le cas en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, où l'écart entre les taux de fécondité désirés et les taux de fécondité réels est presque deux fois plus important parmi les femmes sans instruction que parmi les femmes ayant fait des études supérieures.

Figure III
Indice synthétique de fécondité (ISF) moyen, ISF désiré^a
et taille idéale de la famille en fonction de l'éducation des femmes,
dans les pays en développement



Note : Diagramme établi à partir des résultats des enquêtes démographiques et sanitaires effectuées dans 56 pays en développement qui disposaient d'informations sur les trois indicateurs.

^a Calculé de la même manière que l'ISF lui-même, sauf que les naissances déclarées non désirées ne sont pas prises en compte.

Dans les pays en développement, le pourcentage de femmes utilisant des contraceptifs varie considérablement en fonction de l'éducation – les femmes les plus instruites pratiquant plus souvent la contraception que les femmes moins instruites ou n'ayant pas suivi un enseignement scolaire. Les variations observées en matière d'utilisation de contraceptifs parmi les femmes n'ayant pas suivi d'enseignement scolaire et parmi celles ayant suivi un enseignement secondaire sont en moyenne de 29 points de pourcentage en Afrique subsaharienne, de 23 points de pourcentage en Amérique latine et dans les Caraïbes et de 19 points de pourcentage en Asie. L'éducation

scolaire, même rudimentaire, a une incidence sensible sur l'utilisation de contraceptifs. Les variations des taux d'utilisation des contraceptifs en fonction de l'éducation sont particulièrement fortes en Afrique subsaharienne, où le niveau d'éducation des femmes et le pourcentage de femmes recourant à des contraceptifs sont les plus faibles du monde. Dans cette région également, l'utilisation de contraceptifs est trois fois plus importante chez les femmes mariées ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur que chez les femmes mariées sans instruction. Dans les pays développés, où la contraception est très répandue, les taux d'utilisation de contraceptifs en fonction du niveau d'éducation varient très faiblement.

En conclusion, les chiffres confirment que l'éducation influe fortement sur le taux de fécondité, en particulier dans les pays en développement. Dans les pays développés, son influence s'exerce moins sur le taux de fécondité que sur l'âge au premier enfant et le taux d'infécondité. Il est également établi que l'éducation a un retentissement sur les préférences des femmes en matière de procréation, la fécondité des adolescentes et l'utilisation des contraceptifs – les femmes instruites désirant peu d'enfants, étant moins souvent que les autres enceintes ou mères à l'adolescence et recourant plus souvent à la contraception lorsqu'elles sont mariées. Bien que l'éducation des femmes ait un effet net moindre lorsque interviennent d'autres facteurs tels que les caractéristiques socioéconomiques des ménages et des groupes sociaux (le revenu, l'urbanisation et le niveau global d'éducation, par exemple), elle reste un important facteur de la fécondité, en particulier de la fécondité légitime, sur laquelle elle a une incidence habituellement plus notable que l'éducation du mari ou le revenu du ménage.

IV. Éducation, santé et mortalité

Tant les pays en développement que les pays développés ont considérablement progressé depuis le début du XXe siècle en matière de santé et de survie, mais ces progrès sont inégaux selon les catégories socioéconomiques. Dans tous les pays, les personnes instruites restent en meilleure santé et vivent plus longtemps que les autres.

L'effet de levier de l'éducation sur le développement économique et social est un fait reconnu aux niveaux national et international. Les incidences, sur la santé et la mortalité, de la persistance et du creusement des disparités en matière d'éducation sont catastrophiques, à cause du lien étroit entre éducation, santé et mortalité.

Pays développés

Dans les pays développés, l'éducation est un marqueur important de la santé et de la mortalité des individus et des ménages. Elle y est partout à l'origine de disparités dans ces deux domaines, quels que soient les politiques de développement, le système de santé et le taux de mortalité, et quel que soit l'âge, même si les faits examinés dans le présent document concernent les adultes.

Les variations du taux de mortalité imputables à l'éducation en Europe sont bien documentées. Ainsi, Kaledienne et Petrauskiene (2000) ont établi que les inégalités en matière d'espérance de vie en Lituanie étaient étroitement liées à ce facteur. En République tchèque, les variations de la mortalité en fonction de l'éducation, importantes, se sont en outre accusées avec le temps (Blazek et Dzurova, 1997; Bobak *et al.*, 1997).

En Russie, entre 1979 et 1989, le taux de mortalité a été systématiquement plus élevé dans les groupes de population peu instruits que dans les autres. Les écarts entre les taux de mortalité y ont été plus prononcés parmi les jeunes adultes que parmi les adultes plus âgés. Pour chaque groupe d'âge et pour chaque sexe, les effets positifs de l'éducation se sont accentués entre 1979 et 1989. Ils ont été plus marqués chez les hommes que chez les femmes. Selon Shkolnikov et d'autres auteurs (1998), ils se traduisent, en termes d'espérance de vie, par une diminution de la mortalité d'environ 9 % chez les hommes et de 7 % chez les femmes par année supplémentaire d'enseignement. Il semblerait que les maladies infectieuses et parasitaires, les maladies respiratoires, les accidents, la violence, les suicides et les facteurs directement liés à l'alcool aient été les causes de décès les plus étroitement liées aux différences de niveau d'éducation (Shkolnikov *et al.*, 1998).

Des variations de la mortalité selon l'éducation s'observent également dans d'autres pays d'Europe. Relativement faibles au Danemark, en Norvège et en Suède, elles sont plus importantes en Angleterre et au pays de Galles, en Finlande, en France et en Italie (Kunst et Mackenbach, 1994). En Finlande, les données portant sur la période 1971-1995 montrent que les hommes qui ont suivi un enseignement supérieur vivent en moyenne six ans de plus que ceux qui n'ont suivi qu'un enseignement primaire (Valkonen, 2000). Les données relatives à la France pour la période 1976-1980 montrent que la mortalité y a été de 50 % supérieure parmi les hommes peu instruits que parmi les autres (Desplanques, 1976; 1984).

En Amérique du Nord, les variations de la mortalité en fonction de l'éducation sont semblables à celles observées en Europe. Aux États-Unis, les chiffres montrent qu'elles sont importantes, persistantes et de plus en plus

prononcées (Elo et Preston, 1996; Pappas *et al.*, 1993; Feldman *et al.*, 1989). Parmi les personnes âgées de 25 à 64 ans, la mortalité est plus importante chez celles qui sont pauvres et peu instruites que chez celles qui sont aisées et plus instruites, et ce dans des proportions qui se sont accrues entre 1960 et 1986 (Pappas *et al.*, 1993). De même, selon Feldman et d'autres auteurs (1989), les variations de la mortalité masculine en fonction de l'éducation se sont accentuées entre 1960 et 1984. Elo et Preston (1996) ont confirmé l'existence de variations analogues entre 1979 et 1985.

Une des différences que l'on relève entre les États-Unis et l'Europe est qu'aux États-Unis la fréquentation scolaire influe de la même manière sur la mortalité masculine et sur la mortalité féminine, alors que dans les pays européens elle semble influencer plus nettement sur la première. Au Danemark, en Hongrie et en Suède, les avantages retirés d'une année supplémentaire d'enseignement en termes d'espérance de vie sont très différents selon le sexe. Dans tous les pays, sauf en Angleterre et au pays de Galles, ils sont plus prononcés pour les hommes que pour les femmes. À chaque niveau d'éducation, cependant, la mortalité masculine reste nettement supérieure à la mortalité féminine.

Au Canada, les recherches sur les variations de la mortalité en fonction de l'éducation ont été moins nombreuses mais des études récentes sur les différences de revenus – qui sont étroitement liées au niveau d'éducation – donnent à penser que les variations de la mortalité adulte en fonction de l'éducation se seraient atténuées ces dernières années (Wilkins, Berthelot et Ng, 2001). En Nouvelle-Zélande, une étude sur les variations de la mortalité en fonction des facteurs socioéconomiques confirme également le lien entre l'éducation et l'espérance de vie en Océanie (Blakely, 2001).

Les maladies cardiovasculaires illustrent bien la persistance et l'élargissement des variations de la mortalité en fonction de l'éducation dans les pays développés. Martikainen et d'autres auteurs ont montré en 2001, dans des études sur les variations de la mortalité en fonction de la classe sociale en Finlande entre les années 70 et les années 90, que le recul de la mortalité due aux maladies cardiovasculaires dans le pays était moins sensible chez les personnes exerçant des métiers manuels. Il a par ailleurs été établi que l'éducation était un facteur plus déterminant des maladies cardiovasculaires que le revenu ou le métier, en particulier chez les femmes (Winkleby *et al.*, 1992). On peut en conclure que l'éducation reste un moyen privilégié d'intervention.

Pays en développement

Dans les pays en développement, il a été établi que l'éducation, en particulier celle des mères, avait une incidence notable sur les taux de mortalité infantile et postinfantile. Dans pratiquement tous les pays, les enfants dont la mère n'a pas d'instruction courent davantage le risque de mourir dans leur petite enfance que ceux dont la mère a suivi un enseignement primaire, lesquels ont eux-mêmes un taux de mortalité plus élevé que ceux dont la mère a suivi un enseignement secondaire ou supérieur. Les variations de ce taux sont plus marquées entre les enfants dont la mère a suivi un enseignement primaire et ceux dont la mère a suivi un enseignement secondaire qu'entre ceux dont la mère n'a pas d'instruction et ceux dont la mère a suivi un enseignement primaire.

On a également relevé que les connaissances sur la santé et les comportements en la matière influencent sur les variations des taux de mortalité infantile et postinfantile. Ainsi, dans la plupart des pays disposant de données, les femmes instruites savent plus souvent que les autres que la réhydratation orale permet de soigner les diarrhées et font beaucoup plus souvent vacciner leurs enfants. Dans des pays tels que le Tchad, l'Éthiopie, Madagascar, le Niger et le Nigéria, les variations des taux de vaccination contre la rougeole en fonction de l'éducation sont importantes – les enfants dont la mère n'a pas d'instruction n'étant vaccinés contre cette maladie que dans une proportion de un sur quatre. Les enfants dont la mère est peu instruite sont aussi plus souvent désavantagés sur le plan nutritionnel que les autres.

L'accès à des soins médicaux qualifiés lors de l'accouchement et le recours à de tels soins sont également étroitement liés au niveau d'éducation de la mère. Les mères instruites sont beaucoup plus nombreuses que les mères sans instruction à recevoir des soins de qualité pendant leur grossesse et à l'accouchement, ce qui fait qu'elles décèdent moins souvent de complications survenues à ces occasions. Les mères qui accouchent sont exposées à des risques particulièrement importants lorsqu'elles n'ont personne pour les aider, ce qui se produit plus fréquemment dans le cas des femmes sans instruction. Au Burundi en 1987, au Nigéria en 1990, au Rwanda en 1992 et en Ouganda en 1988 et en 2001-2002, le pourcentage de femmes non instruites qui ont accouché seules se situait aux alentours de 25 %.

Outre qu'elles savent généralement mieux que les autres comment réagir face à un problème de santé et recourent plus souvent aux services de santé, les femmes instruites se marient et deviennent mères plus tardivement et ont moins d'enfants, ce qui réduit leurs risques de mortalité maternelle. En revanche, la forte fécondité des femmes peu instruites et le fait qu'elles accouchent souvent dans des conditions difficiles les exposent davantage aux

risques de morbidité et de mortalité maternelle et infantile. La mortalité maternelle peut aussi avoir des conséquences désastreuses pour les enfants qui sont ainsi orphelins (Hobcraft, 1996).

VIH/sida

L'éducation – c'est-à-dire la sensibilisation – est une mesure de prévention indispensable pour ralentir la propagation de l'épidémie de VIH/sida dans tous les pays. Dans les pays en développement où le VIH/sida a de très lourdes conséquences en termes de mortalité et de morbidité, l'utilisation de préservatifs comme moyen de prévenir la contamination par le VIH est activement encouragée, mais les données disponibles montrent que la nécessité n'en est pas bien comprise et que des écarts importants subsistent à cet égard entre les groupes selon leur niveau d'éducation.

Ainsi, selon presque toutes les enquêtes, les femmes qui n'ont pas d'instruction ont moins de chances de savoir que les préservatifs préviennent la transmission du VIH. Cependant, même parmi les femmes ayant reçu une éducation, nombreuses sont celles, dans certains pays, qui ne savent pas que les préservatifs constituent un moyen de protection contre le VIH/sida. Peut-être cela tient-il au fait que les messages d'information, d'éducation et de communication n'atteignent pas leurs destinataires. Ou bien encore, il se peut que même s'ils sont reçus, ces messages ne soient pas suivis d'effet, hypothèse qui rejoint l'observation selon laquelle les femmes ont peut-être tendance à considérer les préservatifs davantage comme des contraceptifs que comme offrant un moyen de protection contre le sida.

Un aspect important du lien entre le VIH/sida et l'éducation est le fait que, dans les pays en développement où elle a pris de fortes proportions, l'épidémie menace l'existence même des systèmes éducatifs, qui sont minés par l'absentéisme et la mortalité élevée des enseignants contaminés par le VIH. Comme l'épidémie pèse aussi d'un poids très lourd sur les élèves et sur leur famille – se traduisant fréquemment par une baisse des taux de scolarisation et une augmentation des taux d'abandons scolaires –, enseigner et apprendre ont de moins en moins de réalité pour une grande partie de la population. Les écarts observés en matière de santé et de mortalité sont appelés à s'accuser du fait que les personnes savent mieux comment se protéger lorsque les conditions sanitaires se détériorent.

En conclusion, parmi les facteurs socioéconomiques des variations observées en matière de santé et de mortalité, l'éducation est l'un des plus importants et des plus constants. Les raisons de ces nombreuses variations, dans les pays en développement comme dans les pays développés,

n'apparaissent pas toujours clairement. Dans les pays en développement, le fait que les individus sont davantage en mesure de maîtriser les risques sanitaires auxquels ils sont exposés semble jouer un grand rôle. Dans les pays développés, il se peut que des éléments du mode de vie tels que le fait de fumer et une consommation excessive d'alcool entrent en jeu. Il est déconcertant de constater que, pour ce qui est du VIH/sida, ni les personnes instruites ni les personnes dénuées d'éducation n'ont sensiblement modifié leur comportement dans de nombreux pays.

Quelles qu'en soient les causes, l'existence d'importantes variations en matière de santé et de mortalité imputables à l'éducation donne à penser que les objectifs internationalement convenus de réduction de la mortalité et de santé pour tous ne pourront vraisemblablement pas être atteints tant que l'éducation ne sera pas beaucoup plus accessible, en particulier dans les pays en développement. L'éducation étant associée à une mortalité plus faible et à une meilleure santé dans presque toutes les circonstances, quels que soient les principes qui la sous-tendent et son orientation, sa plus large accessibilité devrait permettre une amélioration de la santé et de l'espérance de vie. Au bout du compte, tant pour les enfants que pour les adultes, une meilleure éducation signifie sans conteste une amélioration de l'état de santé, une réduction de la mortalité et un allongement de l'espérance de vie.

V. Éducation et migrations internationales

Niveau d'instruction des migrants

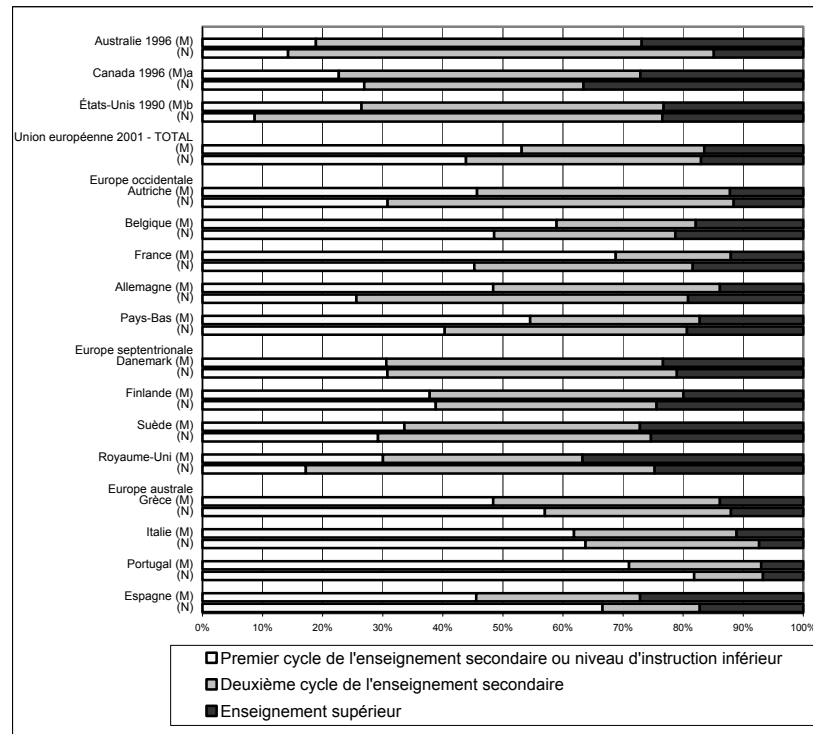
Les caractéristiques socioéconomiques des migrants ont fait l'objet de nombreuses études empiriques, en particulier dans les pays traditionnels d'immigration, comme l'Australie, le Canada ou les États-Unis (Borjas, 1994 et 1999; Beggs et Chapman, 1991; Chiswick, 1986). Le bagage éducatif des migrants internationaux est considéré comme l'un des principaux éléments de la contribution apportée au pays d'accueil et de la perte subie par le pays d'origine.

Le graphique IV indique le niveau d'instruction des migrants et des non-migrants dans trois grands pays d'immigration (Australie, Canada et États-Unis) et dans certains pays européens, sur la base d'informations tirées de recensements et autres enquêtes sur les ménages réalisés depuis le milieu des années 90. L'écart entre le niveau d'instruction des migrants et celui des non-migrants varie considérablement d'un pays à l'autre. Aux États-Unis et dans les pays d'Europe occidentale, les migrants internationaux sont moins instruits que la population de souche alors que c'est généralement l'inverse dans les pays d'Europe du Sud qui accueillent des immigrés depuis peu. Dans

certains pays, les migrants sont plus nombreux que les non-migrants parmi les groupes de population à la fois les plus éduqués et les moins éduqués. En outre, les grands pays d'immigration (Australie, Canada et États-Unis) attirent davantage de migrants instruits que les pays d'Europe. Qu'elles soient migrantes ou non, les femmes ont, dans l'ensemble, un niveau d'instruction inférieur à celui des hommes mais l'écart est généralement plus marqué parmi la population migrante.

Figure IV
Populations migrantes et non migrantes âgées de 15 ans ou plus, par niveau d'instruction, dans quelques pays

(En pourcentage)



Source : Australie : tableaux non publiés du recensement de la population et de l'habitation de 1996, par l'Australian Bureau of Statistics; Canada : tableaux non publiés du recensement de la population de 1996 (sur un échantillon de 20 %), par Statistics Canada; États-Unis : United States

Department of Commerce, *1990 Census of Population. The Foreign-Born Population in the United States, 1990*, CP-3-1 (Washington, D.C.; United States Bureau of the Census); Pays européens : Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT), Enquête sur la population active, 2001, tableaux non publiés, fournis par EUROSTAT.

Remarque : (M) Migrants; (N) Non-migrants. En Australie, au Canada et aux États-Unis, les termes de migrants et non-migrants correspondent respectivement aux personnes nées à l'étranger et à celles nées sur le territoire national. En Europe, il s'agit respectivement des étrangers et des nationaux.

^a Le premier cycle de l'enseignement secondaire va jusqu'à la huitième année d'études; le deuxième cycle de l'enseignement secondaire va de la neuvième à la treizième année d'études et englobe les formations sanctionnées par des diplômes non universitaires (certificats d'aptitudes et autres); l'enseignement supérieur correspond à l'enseignement universitaire.

^b Population âgée de 25 ans ou plus. Le premier cycle de l'enseignement secondaire va jusqu'à la huitième année d'études; le deuxième cycle de l'enseignement secondaire va de la neuvième à la treizième année d'études et englobe les études au lycée et une partie des études postsecondaires; l'enseignement supérieur correspond à l'enseignement universitaire.

Migrer pour étudier

Au cours de ces dernières années, on a observé une internationalisation rapide du système d'enseignement dans beaucoup de pays. De nombreuses universités ont établi des partenariats et des relations de coopération avec des institutions d'autres pays, tandis que certaines ont créé leurs propres campus ou centres d'études à l'étranger. Cette tendance va de pair avec un accroissement de la mobilité des étudiants au plan international, de plus en plus de personnes allant étudier à l'étranger.

Le tableau 12 indique le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans un établissement d'enseignement dans un pays comptant plus de 10 000 étudiants étrangers. Ces pays étaient au nombre de 23 au moins à la fin des années 90. Les étudiants étrangers se concentrent dans les pays développés. Les États-Unis sont de loin le premier pays de destination pour les personnes souhaitant poursuivre leurs études à l'étranger, suivis du Royaume-Uni. Il convient de souligner que certains pays en développement constituent également des pôles d'attraction pour les étudiants étrangers.

Tableau 12
Nombre d'étudiants étrangers inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, variation annuelle en pourcentage, proportion d'étudiants étrangers par rapport au nombre total d'étudiants et proportion d'étudiantes parmi les étudiants étrangers, par pays d'inscription, 1990 et 1998

Pays d'accueil ^a	Nombre d'étudiants étrangers (pour 1000)		Variation annuelle en pourcentage des étudiants étrangers	Pourcentage d'étudiants étrangers par rapport au nombre total d'étudiants en 1998	Pourcentage d'étudiantes parmi les étudiants étrangers en 1998
	1990	1998			
Afrique du Sud	..	15	..	2 ^k	..
Allemagne	107	178	7	8	45
Australie	14 ^b	73 ^{b,c}	18	13	49
Autriche	18	30	6	12	48
Belgique	27	36	4	10 ^d	..
Canada	35	36	0	4	43
Danemark	7	12	8	6	59
Espagne	10	33	16	2	50
États-Unis	407	548 ^c	3	4 ^c	43 ^c
Fédération de Russie	136 ^j	88 ^j	..	2 ^d	..
France	136	133	0	7	..
Italie	21	23	1	1	50
Japon	49	77 ^e	5	1 ^f	46 ^f
Jordanie	3	11 ^g	28	..	..
Liban	..	18 ^h	..	22 ^h	..
Norvège	7	11 ^h	10	3 ^h	52 ^h
Pays-Bas	9	14	6	..	..
Roumanie	..	13 ⁱ	..	..	..
Royaume-Uni	80	233	14	11	46
Suède	10	24	11	5	56
Suisse	23	25	1	16	45
Turquie	8	18	11	1	27
Ukraine	..	18	..	1 ^d	..

Source : Publications gouvernementales et internationales diverses.

Remarque : Le symbole représenté par deux points (..) indique que les données ne sont pas disponibles.

^a Pays accueillant plus de 10 000 étudiants en 1998.

- ^b Étudiants se trouvant en Australie.
- ^c Les données portent sur 2000/01.
- ^d Les données portent sur 1994/95.
- ^e Les données portent sur les Ryugaku-sei (enseignement universitaire jusqu'à la licence) et ne concernent pas les Shuagaku-sei (enseignement pré-universitaire). Les données portent sur 2000.
- ^f Les données portent sur 1998.
- ^g Les données portent sur 1996.
- ^h Les données portent sur 1995.
- ⁱ Universités uniquement.
- ^j Les données portent sur 1992.
- ^k Les données portent sur 1994.

L'accroissement du nombre d'étudiants étrangers dans de nombreux pays témoigne d'une augmentation de la mobilité des étudiants au plan international. Comme le montre le tableau 12, la plupart des pays répertoriés ont enregistré une augmentation du nombre d'étudiants étrangers au cours des années 90.

D'après les études réalisées, la proportion d'étudiants étrangers par rapport au nombre total d'étudiants varie d'un pays à l'autre. Elle est relativement élevée en Australie, en Autriche, en Belgique, au Liban, en Suisse et au Royaume-Uni. Les hommes sont généralement plus nombreux que les femmes à étudier à l'étranger. Cependant, l'écart est souvent assez faible. De fait, de nombreux pays accueillant des étudiants étrangers ont constaté une augmentation du nombre de femmes parmi ceux-ci au cours des dernières années.

Les étudiants étrangers viennent souvent de pays qui ont des liens géographiques, historiques, linguistiques ou institutionnels avec le pays d'élection. Les principaux pays d'accueil en Afrique et en Asie attirent essentiellement des étudiants de la région, jouant ainsi un rôle de pôle régional pour l'enseignement supérieur. Il semble que l'intégration régionale de l'Europe ait contribué à promouvoir plus avant la mobilité des étudiants entre les différents pays de l'Union européenne. Les pays en transition continuent d'entretenir des liens institutionnels étroits. Ainsi, en Fédération de Russie, les étudiants venus d'États ayant appartenu à l'ex-URSS sont majoritaires parmi les étudiants étrangers. Les étudiants asiatiques sont particulièrement nombreux dans les pays traditionnels d'immigration.

Il y a encore quelques dizaines d'années, les études à l'étranger étaient considérées comme une occasion offerte essentiellement à une élite triée sur le volet, dont on attendait que la formation bénéficie au bout du compte au plus grand nombre et non pas uniquement à l'individu en question. Beaucoup

d'étudiants partaient à l'étranger grâce à une bourse d'études et étaient censés, de retour au pays, devenir des dirigeants qui conserveraient des liens politiques et commerciaux étroits avec leur ancien pays d'accueil (Borjas, 2002; Shu et Hawthorne, 1996). Plus récemment, cependant, les mouvements internationaux d'étudiants ont, du fait de leur complexité croissante, développé une dynamique qui leur est propre. De plus en plus, les étudiants étrangers finissent par s'installer définitivement dans le pays d'accueil ou faire partie de la main-d'oeuvre migrante.

Les étudiants étrangers peuvent être mieux placés que d'autres pour trouver un emploi dans le pays où ils poursuivent leurs études, étant donné qu'ils sont sur place, que leurs diplômes sont reconnus et qu'ils possèdent une bonne connaissance de la langue et des institutions locales. En outre, l'avènement d'une économie fondée sur la connaissance ayant rendu compétitif le recrutement de professionnels hautement spécialisés, les étrangers étudiant les sciences et les technologies sont désormais considérés par le pays d'accueil comme pouvant faire partie de la main-d'oeuvre qualifiée. De plus en plus de pays adoptent donc des mesures en vue de permettre aux étudiants étrangers spécialisés dans certains domaines ou possédant des compétences essentielles de modifier leur statut et de rester dans le pays sur une longue période ou de manière permanente.

Politiques migratoires internationales et éducation

En cherchant à favoriser certains types de mobilité et à en limiter d'autres, les politiques migratoires ont une incidence sur le degré de compétence de la population immigrée. Le niveau d'instruction est l'un des facteurs pris en compte par les pays appliquant des critères de sélection en matière d'admission et de résidence (ce qui, autrefois, n'était pratiqué que par quelques grands pays d'immigration). Ces critères varient considérablement d'un pays à l'autre. Certains pays n'imposent pas de restrictions concernant le niveau d'instruction en soi mais ont pris des mesures visant à favoriser l'immigration de personnes qualifiées, donc qui ont déjà suivi une formation. Les principaux pays d'immigration offrent aux immigrants la possibilité d'obtenir un statut de résident permanent. Certains d'entre eux – l'Australie et le Canada, par exemple – ont fondé leur politique relative à l'installation définitive des étrangers sur un système de points qui favorise de plus en plus les immigrés hautement spécialisés.

En Australie et au Canada, les personnes souhaitant obtenir un statut de résident permanent doivent subir avec succès un examen à points qui tient compte de l'instruction, de l'expérience professionnelle, des connaissances linguistiques et d'autres compétences. En revanche, les pays européens

accueillant des immigrants n'avaient pas, dans le passé, de critères de sélection pour l'admission des travailleurs étrangers ou des membres de leur famille. Ainsi, l'écart observé dans le niveau d'instruction des immigrants dans les pays européens tient davantage aux demandes particulières de main-d'oeuvre et à l'origine nationale diversifiée des migrants de chaque pays qu'aux politiques migratoires nationales.

Depuis le milieu des années 90, de nombreux pays ont adopté des lois qui mettent davantage l'accent sur les qualifications des candidats à l'immigration. De ce fait, la proportion d'immigrants admis sur la base de critères de compétence y a augmenté. Bien que le rapport entre niveau d'instruction et degré de compétence ne soit pas toujours très clair, la mise en oeuvre de politiques d'admission de plus en plus sélectives aura très certainement une incidence sur le niveau d'instruction des immigrants dans la plupart des pays d'accueil.

En bref, le degré d'instruction des migrants internationaux varie largement en fonction de leur région ou de leur pays d'origine. La distance entre le pays d'origine et le pays de destination, les motifs de la migration et les particularités des pays d'origine et de destination sont autant d'éléments qui entrent en ligne de compte.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, de plus en plus de personnes poursuivent leurs études à l'étranger, et la mobilité des étudiants est régie par les liens culturels, géographiques, historiques et institutionnels entre le pays d'origine et le pays de destination. On compte que le nombre d'étudiants étrangers augmente encore eu égard à l'importance accrue attachée à l'acquisition de connaissances et de compétences grâce à la poursuite d'études à l'étranger et du fait que les décideurs se soucient de plus en plus de ce que leur pays dispose d'un effectif suffisant de main-d'oeuvre qualifiée.

VI. Conclusions

Facteur essentiel du mouvement de la population, du développement social et de la croissance économique de toute société, l'éducation a des incidences sur la situation économique et le bien-être social futurs de chaque individu. L'éducation est également un droit de l'homme mondialement reconnu. Ainsi qu'il est souligné dans la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Organisation des Nations Unies il y a plus de 50 ans : « Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être

ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite » (par. 1 de l'article 26).

Les grandes conférences et sommets des Nations Unies ont reconnu à maintes reprises le droit à l'éducation et l'importance de l'éducation pour le développement social et individuel. Le caractère déterminant de l'éducation apparaît clairement dans les documents adoptés par les conférences mondiales organisées sous l'égide de l'ONU pendant les années 90 et par le Sommet du Millénaire. En 1990, la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous a défini des objectifs et des stratégies en la matière. Par la suite, lors du Forum mondial sur l'éducation (Sommet de Dakar), organisé en 2000, du Sommet du Millénaire (également tenu en 2000) et jusqu'à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants (2002), la communauté internationale a explicitement reconnu que l'éducation, et plus particulièrement l'éducation primaire, est essentielle au progrès social et démographique, au développement économique durable et à l'égalité des sexes. La Déclaration du Millénaire, adoptée par l'Assemblée générale en septembre 2000, fait de l'éducation l'un de ses principaux objectifs. Les chefs d'État et de gouvernement ont décidé que d'ici à 2015, « les enfants partout dans le monde, garçons et filles, seront en mesure d'achever un cycle complet d'études primaires et que les filles et les garçons auront à égalité accès à tous les niveaux d'éducation » (par. 19).

Dans le domaine de la population, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (1994), s'inspirant des recommandations formulées lors des précédentes conférences des Nations Unies à ce sujet, a engagé les gouvernements à garantir l'accès de tous à l'enseignement primaire d'ici à 2015 (par. 11.6) et à assurer aux filles et aux femmes l'accès à l'enseignement au-delà du primaire (par. 4.18). Au paragraphe 11.2 du Programme d'action, l'éducation est définie comme étant « un facteur clef du développement durable » qui, « considéré[e] sous l'angle de ses rapports avec les facteurs démographiques, économiques et sociaux, (...) constitue de même un facteur d'amélioration du bien-être ».

L'éducation accélère considérablement le développement des pays pauvres en donnant à chaque individu, et particulièrement aux femmes, la possibilité d'exploiter ses capacités et de participer de manière significative à la vie communautaire. L'éducation apporte des connaissances techniques – lecture, écriture, mathématiques, sciences – tout en contribuant à la découverte et à l'enrichissement personnels de chacun. Grâce à ces connaissances et à une meilleure compréhension du rôle qu'il joue dans le monde et dans sa communauté, chaque individu est mieux à même de réaliser ses désirs ou d'exploiter toutes ses compétences. L'éducation permet à chacun de vivre plus sainement, d'avoir le nombre d'enfants qu'il souhaite au rythme

qui lui convient, d'exercer la profession de son choix et, en somme, de mieux organiser sa vie. La somme de ces choix, décisions et progrès individuels a un effet considérable sur le développement national. Aucune société ne peut se considérer comme pleinement développée si ses citoyens ne reçoivent pas une éducation.

Les effets de l'éducation sur la société sont multiples. Le présent rapport est axé sur une question essentielle : les liens entre l'éducation et la population et leurs effets sur le développement. On trouvera ci-après les principales conclusions qui ressortent du rapport dans les domaines suivants : a) liens entre population, éducation et développement; b) changements prévus dans l'effectif d'âge scolaire obligatoire et la réalisation des objectifs définis au niveau international; c) effets de l'éducation sur la nuptialité, l'âge auquel commence l'activité sexuelle, la fécondité et l'utilisation de moyens de contraception; d) lien entre éducation, santé et mortalité; et e) rôle de l'éducation dans les migrations internationales.

Liens entre éducation et développement :

- L'amélioration de l'éducation a une influence considérable sur la croissance économique des sociétés et sur la situation économique des individus. En outre, certains indices portent à croire que l'expansion de l'éducation primaire est l'investissement le plus avantageux pour les pays à faible revenu. Pour les pays à revenu moyen, dont une grande partie de la population a généralement déjà accès à l'éducation, investir dans l'éducation secondaire tend à avoir des incidences plus fortes sur la croissance économique.
- L'analphabétisme est un puissant facteur prédictif de pauvreté. De nombreuses études montrent que l'éducation primaire joue un rôle catalyseur dans l'amélioration de la situation économique et sociale des couches les plus pauvres de la société, notamment parmi les filles, les habitants des zones rurales et les minorités. L'une des conclusions importantes à retirer est que l'élargissement des perspectives en matière d'éducation est l'un des moyens les plus efficaces d'améliorer cette situation, l'autre conclusion majeure étant qu'il s'agit également du plus puissant outil dont disposent les gouvernements pour promouvoir la croissance et l'égalité.
- Dans certains contextes, la rentabilité économique directe de l'éducation des femmes est limitée parce que ces dernières sont exclues de nombreux types d'emploi. Cependant, l'étude de la rentabilité économique de l'éducation pour les individus démontre que l'élargissement de la scolarisation des femmes se traduit, en moyenne,

par une rentabilité plus forte encore que celle découlant de l'élargissement de la scolarisation des hommes.

Augmentation de l'effectif d'âge scolaire obligatoire et réalisation des objectifs : scolarisation et alphabétisation :

- L'accroissement spectaculaire de la population d'âge scolaire est un redoutable défi pour les régions les moins avancées. Cet effectif représente environ 2 milliards de personnes dans le monde, soit plus du double de celui relevé en 1950. Près de 90 % des enfants d'âge scolaire vivent dans les régions les moins avancées. Rien qu'en Afrique, l'effectif d'âge scolaire a quasiment quadruplé depuis 1950, atteignant 330 millions de personnes.
- Entre 2000 et 2050, près de 300 millions de personnes devraient venir augmenter l'effectif mondial d'âge scolaire. Dans les régions peu avancées, ce nombre devrait dépasser les 350 millions, soit une augmentation de 20 %. Plus de 90 % de cette augmentation devrait se produire en Afrique, où l'effectif d'âge scolaire devrait doubler entre 2000 et 2050, passant de 330 à 660 millions. La population scolaire du seul Nigéria devrait augmenter de 34 millions (près de 70 %).
- Dans les régions plus avancées, l'effectif d'âge scolaire devrait diminuer d'environ un cinquième (environ 60 millions de personnes) entre 2000 et 2050. En Europe, cette population devrait diminuer d'environ 40 %, soit 70 millions de personnes. Le nombre d'enfants d'âge scolaire devrait en revanche augmenter de 20 % en Amérique du Nord et dans la région de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, soit, respectivement, de 16 et de 2 millions d'enfants.
- En 2000, on dénombrait environ 862 millions d'adultes analphabètes dans le monde. Près des deux tiers de la population mondiale analphabète se trouvent dans quatre pays : le Bangladesh, la Chine, l'Inde et le Pakistan.
- L'objectif adopté à Dakar en 2000 fixe à 50 % les taux nationaux d'accroissement de l'alphabétisation d'ici à 2015. Si la tendance actuelle se maintient, environ 25 pays en développement devraient atteindre cet objectif et 58 autres pays sont près d'une amélioration de 30 à 50 %. Dans les 30 autres pays concernés, dont plusieurs enregistrent les taux d'alphabétisation les plus faibles du monde, le taux d'analphabétisme devrait diminuer de moins de 30 %.
- Les deux tiers des adultes analphabètes sont des femmes. D'importantes inégalités entre les hommes et les femmes subsistent dans de nombreux pays, en particulier en Afrique et en Asie. Ainsi, en 2000, l'Afrique

subsaharienne, comptait 29 % de jeunes femmes analphabètes (âgées de 15 à 24 ans) contre 19 % de jeunes hommes et l'Asie du Sud et de l'Ouest 39 % de jeunes femmes contre 23 % de jeunes hommes.

- Le taux d'alphabétisation des femmes augmente plus rapidement que celui des hommes. Toutefois, si les tendances actuelles se maintiennent, il y aura encore, en 2015, 507 millions de femmes analphabètes contre 292 millions d'hommes.
- De manière générale, l'accès à l'éducation s'est plus sensiblement amélioré durant les années 90 que durant les années 80. Pourtant, à partir de 1999/2000, environ 115 millions d'enfants en âge de recevoir une éducation primaire n'étaient pas scolarisés. Presque tous ces enfants (94 %) vivent dans des régions en développement.
- Dans presque toutes les régions du monde, le niveau d'éducation des filles et des femmes est traditionnellement plus bas que celui des garçons et des hommes. Au cours des dernières décennies, l'écart entre le taux de scolarisation des garçons et celui des filles, ainsi qu'entre leurs taux d'alphabétisation, s'est considérablement atténué, dans toutes les régions. En revanche, dans les régions plus avancées de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'écart entre le taux d'inscription des garçons et celui des filles dans l'enseignement primaire et secondaire est faible, et les éventuelles différences sont à l'avantage des filles.
- Compte tenu du rythme actuel de progression, il est probable que 57 pays ne réaliseront pas l'objectif de l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015. En outre, au cours des dernières années, un recul s'est produit dans 41 de ces pays, dont certains se trouvent en Europe centrale et orientale.

Effets de l'éducation sur la nuptialité, l'âge auquel commence l'activité sexuelle, la fécondité et la planification familiale :

- Chez les hommes comme chez les femmes, les jeunes sans instruction contractent plus souvent leur premier mariage à un âge précoce que leurs pairs éduqués.
- Les femmes qui ont reçu une éducation supérieure deviennent sexuellement actives plus tard que les autres. La différence est toutefois moins évidente chez les hommes.
- L'éducation des femmes influence considérablement l'âge auquel elles commencent à procréer. Dans les pays en développement, la proportion des adolescentes qui ont commencé à procréer est trois à cinq fois plus

élevée chez les adolescentes sans instruction que chez celles qui ont fait des études secondaires ou supérieures.

- L'éducation a des incidences majeures sur la fécondité, au niveau des individus aussi bien que de l'ensemble de la population. À l'échelle mondiale, les pays où le taux d'alphabétisation et le niveau d'études sont plus élevés présentent un taux de fécondité cumulée inférieur à celui enregistré dans les pays dont la population a un niveau d'instruction moins élevé.
- Dans la plupart des environnements, la taille de la famille a généralement plus d'incidences sur l'éducation des enfants par rapport à d'autres facteurs sociaux, tels que la pauvreté des ménages, par exemple. Il ressort cependant dans certains pays que l'hyperfécondité involontaire peut réduire le niveau d'études des enfants et que les grossesses conduisent souvent les adolescentes à abandonner leurs études.
- À l'intérieur de chaque pays, le taux de fécondité baisse avec l'élévation du niveau d'études. C'est en Afrique subsaharienne, en Asie de l'Ouest et en Amérique latine et dans les Caraïbes que les écarts des indices de fécondité en fonction du niveau d'instruction sont les plus importants. Dans ces régions, les femmes qui ont un niveau d'études secondaire ou supérieur ont en moyenne environ trois enfants de moins que les femmes sans instruction. Les écarts des indices de fécondité en fonction du niveau d'instruction sont bien moins marqués dans les pays développés que dans les pays en développement.
- Dans les pays en développement, le niveau d'instruction du mari a aussi des effets sur la taille de la descendance finale, mais ces effets sont moins importants que ceux liés au niveau d'études de la femme. Dans les pays développés, la différence entre les hommes dont le niveau d'instruction est le plus faible et celui dont le niveau d'études le plus élevé est minime en termes de nombre d'enfants (moins de 0,5 enfant).
- Le lien entre le niveau d'études et la fécondité évolue en fonction du stade que le pays considéré a atteint dans la transition de la fécondité. Les écarts de taux de fécondité cumulée entre les moins instruits et les plus instruits ont tendance à s'accroître au début de la transition de la fécondité. Ils s'atténuent au fur et à mesure que la transition progresse, que les normes de faible fécondité s'imposent dans la société et que les services de planification familiale sont accessibles à tous.
- Les femmes dont le niveau d'études est plus élevé veulent moins d'enfants. Les écarts dans le nombre idéal d'enfants que les femmes

souhaitent avoir en fonction de leur niveau d'instruction sont plus marqués en Afrique subsaharienne, où les femmes sans instruction souhaitent avoir, en moyenne, deux enfants de plus que les femmes qui ont un niveau d'études secondaire ou supérieur.

- Dans les pays en développement, les femmes souhaitent en général avoir moins d'enfants qu'elles n'en ont en réalité. Ce décalage entre le nombre désiré et le nombre effectif d'enfants varie en fonction du niveau d'instruction : il est plus grand chez les femmes sans instruction ou ayant un niveau d'études primaire que chez celles qui ont suivi des études secondaires ou supérieures. Cela est particulièrement vrai en Amérique latine et dans les Caraïbes, où l'écart entre le nombre désiré et le nombre effectif d'enfants chez les femmes sans instruction est près de deux fois supérieur à celui enregistré chez les femmes instruites.
- Dans les pays en développement, le taux d'utilisation de la contraception varie considérablement selon le niveau d'instruction. Il est systématiquement plus élevé chez les femmes plus instruites que chez celles qui ont un faible niveau d'études ou n'ont reçu aucune instruction. Même un niveau d'instruction modeste a des effets sensibles sur les comportements en matière de contraception. Les écarts entre les taux d'utilisation de la contraception en fonction du niveau d'études sont plus marqués en Afrique subsaharienne – région où le niveau d'instruction et le taux d'utilisation de la contraception sont les plus faibles. En Afrique, la proportion de femmes ayant recours à la contraception est plus de trois fois supérieure chez les femmes qui ont un niveau d'études secondaire ou supérieur que chez celles qui n'ont reçu aucune instruction. Dans les pays développés, où la pratique de la contraception est déjà répandue, les écarts dans l'utilisation de contraceptifs sont limités.

Relation entre éducation, santé et mortalité :

- La chute de la mortalité a pour effet d'accélérer la croissance de l'effectif d'âge scolaire obligatoire. Même si ce phénomène exige, à court terme, que l'on dispose de suffisamment d'enseignants et d'écoles, le déclin de la mortalité signifie aussi que les décès prématurés affectent moins le lourd investissement que représente l'éducation des enfants. Économiquement parlant, la baisse de la mortalité fait s'accroître les rendements des investissements dans l'éducation, puisqu'une proportion plus élevée des enfants scolarisés survivent et deviennent des travailleurs productifs, des parents puis des personnes âgées.

- De toutes les variables socioéconomiques qui sont des facteurs avérés d'écart en matière de santé et de mortalité, l'éducation est l'une de celles qui ont les effets les plus déterminants et les plus réguliers. Il ressort de chaque étude sur le lien entre l'éducation et la santé et la mortalité que les gens plus instruits et les membres de leur famille sont en meilleure santé et vivent plus longtemps. Par exemple, dans les pays en développement, ceux qui sont plus instruits savent mieux comment se prémunir contre l'infection à VIH.
- Dans les régions plus avancées, les liens entre la santé et la mortalité des adultes et leur niveau d'études sont bien établis. Il apparaît que les écarts entre les taux de mortalité en fonction du niveau d'instruction s'accroissent dans les pays développés où les personnes plus instruites augmentent leur avantage comparatif de survie par rapport à celles qui sont peu instruites.
- Dans les pays en développement, il ressort des études menées que les taux de mortalité maternelle et parmi les enfants de moins de 5 ans sont plus élevés dans la population moins instruite, dont la connaissance des interventions sanitaires essentielles, la couverture vaccinale inférieure et l'état nutritionnel laissent davantage à désirer. Le niveau d'instruction des femmes a également un effet considérable sur leur accès aux soins nécessaires pendant la grossesse et l'accouchement.
- Le VIH/sida menace les systèmes éducatifs de nombreux pays en développement à forte prévalence. La forte pénurie d'enseignants et leur absentéisme élevé, liés au VIH/sida, compromettent le fonctionnement des systèmes éducatifs de ces pays. L'épidémie a des effets dévastateurs sur les élèves et leur famille et entraîne souvent une chute des effectifs scolaires et une hausse des taux d'abandon. Les systèmes éducatifs étant affaiblis par l'épidémie du VIH/sida, l'enseignement et l'apprentissage deviennent moins efficaces pour de larges tranches de la population dans un nombre croissant de pays en développement.

Rôle de l'éducation dans les migrations internationales :

- Le niveau d'études est de plus en plus considéré comme une donnée essentielle par les pays où les immigrants doivent satisfaire à des critères d'entrée et de séjour. C'est le cas depuis longtemps dans les pays d'immigration traditionnels (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et États-Unis d'Amérique), qui attirent en conséquence davantage de migrants instruits que les pays d'accueil européens. Cependant, depuis le milieu des années 90, les pays européens et d'autres pays d'accueil

promulguent des textes de lois qui mettent l'accent sur les compétences des migrants.

- Le niveau d'études des migrants varie sensiblement selon leur région ou pays d'origine. La distance entre le pays d'origine et le pays d'accueil, les motifs de la migration et la composition par âge des différents groupes de migrants sont quelques-uns des facteurs qui expliquent les écarts observés.
- De plus en plus, la migration des étudiants ouvre la voie à une main-d'oeuvre migrante ou à l'installation définitive des migrants. Ceux qui ont fait des études dans le pays d'accueil peuvent avoir plus de facilité à trouver un emploi sur place. Dans certains cas, la migration des étudiants sert de filière à la migration de main-d'oeuvre clandestine. Compte tenu de la concurrence qui accompagne désormais le recrutement de professionnels hautement qualifiés, les étudiants étrangers – surtout dans le domaine des sciences et de la technologie – sont considérés comme faisant partie d'une main-d'oeuvre migrante qualifiée.
- Au cours des dernières années, la mobilité internationale des étudiants a augmenté. Le vivier d'étudiants internationaux est principalement concentré dans les pays développés. Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France sont les principales destinations pour ceux qui veulent étudier à l'étranger.
- Les étudiants étrangers sont originaires d'un vaste éventail de pays qui ont souvent des liens géographiques, historiques et institutionnels avec les pays hôtes. En Afrique, en Asie et en Europe, les pays accueillent principalement des étudiants originaires de leur région respective, jouant ainsi le rôle de centre régional pour l'enseignement supérieur. La migration d'étudiants en Australie et aux États-Unis est caractérisée par une large proportion d'étudiants asiatiques.

En résumé, il est parfaitement clair que l'éducation joue un rôle essentiel dans le développement national, outre le fait qu'elle constitue un élément fondamental du bien-être individuel. L'éducation donne aux individus les moyens de faire des choix et de prendre des décisions dans des domaines tels que le travail, le lieu de résidence, le nombre d'enfants, la santé, le style de vie et l'épanouissement personnel. Pris ensemble, tous ces choix individuels ont des conséquences majeures pour la population. Comme le Secrétaire général l'a récemment déclaré en substance, un pays ne peut parvenir au développement et connaître une croissance économique soutenue sans mettre pleinement en valeur ses ressources humaines, car les individus

instruits sont bien plus en mesure de contribuer au bien-être et au progrès de leur société (Dubai Strategy Forum, 28 octobre 2002)⁵.

Notes

¹ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

² Voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

³ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

⁴ Résolution S-21/2 de l'Assemblée générale, annexe.

⁵ Disponible à l'adresse suivante (à la date du 24 janvier 2003) :
<<http://www.un.org/apps/sg/sgstats.asp?nid=130>>.

Bibliographie

- Barro, R.J., and Lee J. (2000) *International Data on Educational Attainment: Updates and Implications*. CID Working Paper, No. 42. Cambridge, Massachusetts: Harvard University.
- Beggs, John J., and Bruce J. Chapman (1991). Male immigrant wage and unemployment experience in Australia. In *Immigration, Trade and the Labor Market*, John M. Abowd and Richard B. Freeman, eds. Chicago, Illinois: University of Chicago Press.
- Blakely, Tony (2001). Socioeconomic factors and mortality among 25-64 year olds: The New Zealand Census-Mortality Study. Thesis submitted for the degree of Doctor of Philosophy at the University of Otago, Dunedin, New Zealand, March 2001.
- Blazek, J. and D. Dzurova (1997). The case of the Czech Republic. Partie du projet de l'UNU/WIDER (Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement), intitulé "Bouleversements économiques, difficultés sociales et conséquences démographiques de l'appauvrissement brutal". Manuscrit non publié.
- Bobak, M., and others (1997). Political changes and trends in cardiovascular risk factors in the Czech Republic, 1985-1992. *Journal of Epidemiology and Community Health* (Copenhagen), vol. 51, pp. 272-277.
- Borjas, George J. (1994). The economics of immigration. *Journal of Economic Literature* (Nashville, Tennessee), vol. 32 (December), pp. 1667-1717.
- _____ (1999). *Heaven's Door: Immigration Policy and the American Economy*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- _____ (2002). An evaluation of foreign student programs. Backgrounder. Center for Immigration Studies, Washington D.C.
- Caldwell, J.C. (1980). Mass education as a determinant of the timing of fertility decline. *Population and Development Review* (New York), vol. 6, No. 2 (June), pp. 225-255.
- Chiswick, Barry B. (1986). Is the new immigration less skilled than the old? *Journal of Labour Economics* (Chicago, Illinois), vol. 4, No. 2, (April), pp. 168-192.
- Desplanques, G. (1976). La mortalité des adultes suivant le milieu social 1955-1971. *Collections de l'Institut national de la statistique et des études économiques* (INSEE) (Paris), No. 195. Série D, No. 44.

_____ (1984). L'inégalité devant la mort. *Économie et Statistique* (Paris), vol. 162 (janvier), p. 29 à 50.

Elo, Irma T., and S. H. Preston (1996). Educational differentials in mortality in the United States, 1979-1985. *Social Science and Medicine* (London), vol. 42, No. 1, pp. 47-57.

Feldman, J. J., and others (1989). National trends in educational differentials in mortality. *American Journal of Epidemiology* (Baltimore, Maryland), vol. 129, No. 5, pp. 919-933.

Hobcraft, John (1996). Women's education, child welfare and child survival. In *Population and Women: Proceedings of the United Nations Expert Group Meeting on Population and Women*, Gaborone, Botswana, 22-26 June 1992. Sales No. E.96.XIII.10. New York: United Nations, pp. 255-270.

Institute of International Education (2001). *Open Doors, 2001*. New York.

Jamison, Dean T., and others (2001). *The Effect of the AIDS Epidemic on Economic Welfare in Sub-Saharan Africa*. CMH Working Paper Series, No. WG1:13. Geneva: World Health Organization (WHO) Commission on Macroeconomics and Health.

Kalediene, R., and J. Petrauskienė (2000). Regional life expectancy patterns in Lithuania. *The European Journal of Public Health* (London), vol. 10, No. 2, pp. 101-104.

Kilander, Lena, and others (2001). Education, lifestyle factors and mortality from cardiovascular disease and cancer. 25-year follow-up of Swedish 50-year-old men. *International Journal of Epidemiology* (London), vol. 30, No. 5, pp. 1119-1126.

Kunst, A.E., and J.P. Mackenbach (1994). The size of mortality differences associated with educational level in nine industrialized countries. *American Journal of Public Health* (Washington, D.C.), vol. 84, No. 6, pp. 932-937.

Lloyd, C.B., C.E. Kaufman and P. Hewett (2000). The spread of primary schooling in sub-Saharan Africa: implications for fertility change. *Population and Development Review* (New York), vol. 26, No. 3 (September), pp. 483-515.

Martikainen P., and others (2001). Socioeconomic differences in behavioural and biological risk factors: a comparison of a Japanese and an English cohort. *International Journal of Epidemiology* (London), vol. 30, pp. 833-838.

Mingat, A., and J.-P. Tan (1996). *The Full Social Returns to Education: Estimates Based on Countries' Economic Growth Performance*. Human Capital Working Paper, No. 16131. Washington, D.C.: World Bank.

_____ (1998). *The Mechanics of Progress in Education: Evidence from Cross-country Data*. World Bank Research Working Paper, No. 2015. Washington, D.C.: World Bank. November. <<http://econo.worldbank.org/docs/413.pdf>>.

Pappas, G., and others (1993). The increasing disparity in mortality between socioeconomic groups in the United States, 1960 and 1986. *The New England Journal of Medicine* (Waltham, Massachusetts), vol. 329, No. 2, pp. 103-109.

Psacharopoulos, G., and H. Patrinos (2002). *Returns to Investment in Education: A Further Update*. World Bank Policy Research Working Paper No. 2881. Washington, D.C.: World Bank. September.

Schultz, T. Paul (1987). School expenditures and enrollments, 1960-1980: the effects of income, prices and population growth. In *Population Growth and Economic Development: Issues and Evidence*, D. Gale Johnson and Ronald D. Lee, eds. Madison, Wisconsin: The University of Wisconsin Press, pp. 413-476.

Shkolnikov, V. M., and others (1998). Educational level and adult mortality in Russia: an analysis of routine data: 1979 to 1994. *Social Science and Medicine* (London), vol. 47, No. 3, pp. 357-369.

Shu, Jing, and Leslyanne Hawthorne (1996). Asian student migration to Australia. *International Migration Review*, vol. 34, No. 1, pp. 65-96.

Small, Stephen A., and Donell Kerns (1993). Unwanted sexual activity among peers during early and middle adolescence: incidence and risk factors. *Journal of Marriage and the Family* (Minneapolis, Minnesota), vol. 55, No. 4, pp. 941-952.

United Nations (2001). *World Population Prospects: The 2000 Revision*, vol. I, *Comprehensive Tables*. Sales No. E.01.XIII.8 and Corr.1.

_____ (2002). *HIV/AIDS: Awareness and Behaviour*. Sales No. E.02.XIII.8.

_____, Economic Commission for Europe (2001). *Trends in Europe and North America, 2001*. Geneva.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (1999). *Annuaire statistique de l'UNESCO 1999*. Paris and Lanham, Maryland: Éditions UNESCO/Bernan Press.

_____ (1993). Réunion au sommet de neuf pays en développement très peuplés sur l'éducation pour tous, New Delhi, 12-16 Décembre 1993 : Rapport final Paris : UNESCO.

United States Department of Commerce (1993). 1990 Census of Population. The Foreign-Born Population in the United States. 1990 CP-3-1. Washington D.C. Bureau of the Census, United States. Department of Commerce.

Valkonen, T. (2000). Differentials and trends in life expectancy by gender and occupational class: measurement and explanations. Paper presented at the seminar on health and other welfare differences between population groups, Helsinki, 13 and 14 March 2000.

Wellings, Kaye (2001). *Teenage Sexual and Reproductive Behavior in Developed Countries: Country Report for Great Britain*. Occasional Report, No. 6. New York and Washington, D.C.: The Alan Guttmacher Institute.

Wilkins, R., Jean-Marie Berthelot et Edward Ng (2001). Évolution de la mortalité au Canada et au Québec dans les régions métropolitaines selon le revenu de 1971 à 1996. À la date du 20 août 2002, il était disponible à l'adresse suivante : <<http://www.omiss.ca/recherche/pdf/wilkins.pdf>>.

Winkleby, M.A., and others (1992). Socioeconomic status and health: how education, income and occupation contribute to risk factors for cardiovascular disease. *American Journal of Public Health* (Washington, D.C.), vol. 82, pp. 816-820.

Banque mondiale (1995). Priorités et stratégies pour l'éducation. A World Bank Review. Washington : Banque mondiale.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو كتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o dirijase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
